

**NON AUX MARCHANDS DE  
CANONS, À BAS L'ARMÉE !**

**NOS SALAIRES MÉRITENT  
LE MAXIMUM, FAISONS  
PAYER LES PATRONS**



# RÉVOLUTIONNAIRES

**55** 16 AVRIL 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Écrasement des peuples,  
pillage des ressources,  
prix à la pompe...

**COMBATTONS  
LEURS SALES  
GUERRES**

**LUTTONS POUR  
NOS SALAIRES !**

## ÉDITORIAL

**Bombardements  
meurtriers,  
blocus maritime :**

**Trump et Netanyahu  
embrasent toujours le  
Moyen-Orient**

**M**ardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« effacer une civilisation »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux.

Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines d'autres les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

### UNE GUERRE CONTRE LES PEUPLES ET LES CLASSES POPULAIRES

Trump prétend avoir obtenu une « victoire totale » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



<b>POLITIQUE</b>	<i>p. 1 à 3</i>	<b>INTERNATIONAL</b>	<i>p. 4 à 7</i>	<b>DOSSIER</b>	<i>p. 8-9</i>	<b>PREMIÈRES LIGNES</b>	<i>p. 10 à 13</i>	<b>CULTURE</b>	<i>p. 15</i>
<b>Éditorial</b> Bombardements meurtriers, blocus maritime : Trump et Netanyahu embrassent toujours le Moyen-Orient		<b>Non au militarisme ! À bas l'armée !</b> L'armée allemande veut contrôler les déplacements des hommes « en âge de combattre » Une mobilisation à construire de toute urgence		Israël : le mouvement anti-guerre se développe Les pays européens au secours des États-Unis et d'Israël Djibouti, pièce maîtresse de la Françafrique Journée électorale au Pérou : un peu trop du même Élections en Hongrie : la fin de l'ère Orban Trompe-l'œil de négociations entre Trump et Poutine, mais les peuples trinquent	<b>NOS SALAIRES MÉRITENT LE MAXIMUM : FAISONS PAYER LES PATRONS</b>  Il n'y a pas que l'État qui peine à boucler son budget ! Comment empêcher les patrons de nous faire les poches ? NAO aux TCL Dassault : profits de guerre et d'exploitation Des cheminots à la portion congrue Cenexi : cent euros net, c'est le minimum ! Le salaire de base, nerf de la guerre de classe Pour la généralisation des luttes pour les salaires !	Accident TGV de Bully-Les-Mines : mort au travail Airbus Toulouse : le ministère des Armées a « liké » votre photo Plus de 30 jours sans ascenseur ! Les résidents se mobilisent Paris : les grévistes de Bio-coop de la place des Fêtes ne se laissent pas faire ! Les conducteurs de Cagny mettent la gomme contre leur direction RATP : pas de points, pas de train ! SNCF Rhône-Alpes : contre toutes les attaques, unité dans la lutte ! SNCF : onze suicides depuis le début de l'année, stop au carnage !	Sotheville-lès-Rouen : grève au fret Coupes budgétaires : un cas d'école Éducation : pas d'accord pour payer au profit des armées ! Marseille : stop à la répression des lycéens mobilisés contre un budget d'austérité et de guerre!	Une sélection de livres	
Le 1 <sup>er</sup> mai dans le viseur du patronat Bardella mange à la table des patrons Une nouvelle cible dans le dos des pauvres et des chômeurs Loi Yadan : et hop à la poubelle ! Ils veulent détruire nos rave Loi Duplomb : un retour destructeur		Israël-Liban : tentative de négociations de paix pour mener la guerre aux pauvres Iran : pas de libération sous les bombes					<b>VIE DU PARTI</b> <i>p. 14</i>  Rassemblement « Non à la guerre » à Paris le 17 avril : une première initiative pour en construire d'autres 4 <sup>e</sup> conférence de Paris en mai 2026 : indispensables discussions entre internationalistes	<b>NPA JEUNES-R</b> <i>p. 16</i>  Élections étudiantes à Nanterre : augmentation de la participation et soutien aux luttes Loi Hetzel : non à la criminalisation des mobilisations dans les facs ! Bordeaux Montaigne : la lutte tient bon et s'arme pour la suite Dans la famille « militarisme à l'école », voici les cours de défense dès la sixième !	

## »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahu aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

### À BAS LA PARTICIPATION FRANÇAISE !

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz.

Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

• 13/04/2026

# Retraite tactique sur le 1<sup>er</sup> mai : le gouvernement recule pour mieux sauter

Après une semaine de mélodrame parlementaire, Lecornu a finalement fait savoir que la proposition de loi sur le travail le 1<sup>er</sup> mai était renvoyée à l'année prochaine. Un recul temporaire qui ne clôt néanmoins pas le sujet, le ministre du Travail indiquant que des négociations pouvaient s'ouvrir dans les branches qui le souhaitent et que la loi finirait par avaliser le contenu de ces accords sectoriels. Stratégie moins tapageuse qu'un passage accéléré au Parlement, mais tout aussi destructrice à terme.

Certes, c'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en une pâle « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1<sup>er</sup> mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage vichyste. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports, échappe encore à l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui, les petits commerçants peuvent ouvrir le 1<sup>er</sup> mai mais n'ont pas le droit d'y faire travailler leurs salariés. Beaucoup ne se gênaient pas pour le faire tout de même, jusqu'à ce que la mise en examen en 2024 de cinq boulangers vendéens les fassent tous trembler. Les cinq boulangers ont finalement été relaxés, justice de classe oblige, mais qu'importe, il faut « sécuriser », c'est-à-dire légaliser, les pratiques délinquantes du petit patronat.

Prisca Thévenot, députée macroniste, s'est fait leur porte-parole lors de l'examen du texte : les commerçants peuvent bien ouvrir, mais en pratique « ils devront gérer seuls l'entièreté du travail [...] ce n'est pas une liberté, c'est une galère ». Même dans les petites entreprises, il faut des travailleurs pour que cela tourne, étonnant... Et comme dans cette

société, la liberté des patrons commence par l'exploitation de leurs salariés, alors que ces derniers triment et galèrent le 1<sup>er</sup> mai !

Les négociations de branche porteront sur le « volontariat ». Mais quand il faut boucler le mois et que d'illusoires « majorations » sont agitées de partout, peut-on parler de volonté du salarié ? D'autant plus que les rapports de « proximité » (pour ne pas dire de promiscuité) qui ont cours entre employeurs et employés dans bien des petites entreprises risquent vite de transformer les demandes des premiers en volontariat des seconds...

BASTIEN THOMAS • 14/04/2026

*Jordan Bardella et sa fiancée Maria Carolina de Bourbon des Deux-Siciles, sans doute effondrés à l'idée de devoir passer un Premier mai sans leurs domestiques, ont fait monter leurs députés au créneau. Le RN, qui prétend sans rire être « le premier parti ouvrier de France », somme Lecornu d'accélérer sa croisade pour la liberté patronale. Bardella, fils d'un patron des quartiers chics de Montmorency, fiancé d'abord à une Le Pen pour intégrer le clan et désormais à une vraie duchesse, devrait recevoir sa feuille de route lors d'un dîner avec les présidents du Medef le 20 avril. Le serviteur Bardella travaille tous les jours pour les patrons, surtout le 1<sup>er</sup> mai !*

## RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 55 • 16 AVRIL 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TEL. : 01 49 63 66 66

## CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org](mailto:courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org)

### ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN  
12 MOIS ..... 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

### NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN ..... 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)  
[npa-revolutionnaires.org/abonnement](https://npa-revolutionnaires.org/abonnement)



• PAR CHÈQUE  
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

**À Paris, un rassemblement aura lieu à Paris vendredi 17 avril contre la guerre au Moyen-Orient et la participation française.**

Rendez-vous à 19 heures place de la République.

# UNE ÉNIÈME CIBLE DANS LE DOS DES PAUVRES ET DES MALADES

La loi contre les « fraudes sociales et fiscales » a été adoptée à une très large majorité en première lecture à l'Assemblée nationale le 7 avril. Le texte, porté par le gouvernement, a été voté par 363 voix contre 194. Les députés du Rassemblement national ont voté pour, aux côtés des partis de droite et du centre (Ensemble, Horizon, Modem). Tous les autres députés ont voté contre.

Il ne s'agit évidemment pas d'une loi pour lutter contre les ultra-riches qui ne paient pas d'impôts ou contre les patrons qui ne paient pas leurs cotisations sociales. Mais d'une énième loi contre le monde du travail qui vise tout particulièrement les chômeurs indemnisés, les prestataires du RSA et les personnes percevant l'allocation adulte handicapé, qui vont faire l'objet d'un flicage renforcé. Le gouvernement compte pouvoir ainsi récupérer 1,5 milliard d'euros... à mettre en regard de l'évasion fiscale frauduleuse pratiquée par les plus riches qui s'élève à près de 100 milliards !

Travail, Jean-Pierre Farandou, juge qu'il y en a « trop » et pas « que des justifiés ». Alors, il y aura bientôt sur le site du ministère du Travail, a-t-il annoncé, un « bouton d'alerte » à disposition des patrons pour qu'ils puissent dénoncer leurs salariés « en un clic » à l'Assurance maladie qui prévoit d'augmenter les contrôles de 6 % en 2026.

Devenons « hors-contrôle » et faisons-leur remballer leurs attaques infâmes contre nos conditions de vie et de travail !

MARIE DAROUEN • 13/04/2026

Quant aux arrêts maladie, le ministre du

# La fin des basses des free parties ?

On pensait la panoplie répressive déjà conséquente, mais les députés ont toujours de la ressource. Le 10 avril, l'Assemblée nationale a voté un nouvel arsenal contre les « free parties » (rassemblement de musique électronique organisés par des bénévoles) : saisies de matériel sonore facilitées, amendes record, et surveillance accrue. Emmerder des jeunes qui dansent dans un champ après une semaine de galère : sacrée priorité politique... malheureusement pas neuve.

Ridiculisé par sa gestion calamiteuse du Covid, le gouvernement envoyait 400 gendarmes défoncer une free party à Redon en juin 2021. 1500 jeunes pacifiques se faisaient attaquer en plein milieu de la nuit. Après trois heures de violence policière, un jeune se faisait arracher une main.

## AULIT LA LOI

L'absurdité de cette nouvelle loi pique les yeux. Pour la majorité et la droite, dès que la fête n'est pas payante, encadrée par des vigiles et facturée 15 euros la pinte, elle devient « suspecte », « de gauche » ou « militante ». On criminalise les espaces alternatifs sous prétexte de « nuisances », alors que l'on tolère des pollutions industrielles bien plus graves au quotidien.

L'État affirme décider de l'heure à laquelle éteindre les lumières et des décibels autorisés pour décompresser. À ce rythme, on attend avec impatience qu'ils s'attaquent avec la même vigueur à la buvette de l'Assem-

blée nationale, parce que, niveau « troubles à l'ordre public », volume trop élevé et comportements irrationnels, ils se posent là.

## RÉPRIMER ET MONNAYER

Dans leur monde, tout doit être policé, éti-queté et rentable. Le simple fait de faire la fête sans leur demander la permission est perçu comme un acte insupportable.

En réalité, cette traque au caisson de basse montre la petitesse de cette Assemblée minable mais aussi le visage de la société qu'ils fantasment. Une société où même les quelques moments de détente, de fête et de liberté sont remis en question s'ils ne rentrent pas dans les clous de leur morale étriquée, visage d'un système qui ne sait plus que réprimer ce qu'il galère à monnayer.

Si la fête dérange leur morale, alors continuons de les déranger. Cette loi n'empêchera aucun déhanchement : et les députés sont des habitués de l'échec. Puisqu'ils veulent régenter les moindres moments de joie, la conclusion s'impose d'elle-même : pour libérer nos nuits, sans flics ni patrons pour nous dire quand aller au lit, il faudra renverser la bourgeoisie ! Il faut passer à l'action : les empêcher de dormir et de nuire !

KAM BELKACEM • 12/04/2026

# La loi Yadan à moitié à la poubelle ? Mettons-y l'autre moitié !

La députée Caroline Yadan, élue d'une circonscription des Français de l'étranger dont la moitié des 130 000 électeurs habitent Israël et les territoires occupés palestiniens, travaille depuis plusieurs mois à une loi visant à empêcher toute critique du gouvernement israélien en l'assimilant à de l'antisémitisme.

Même revue et corrigée sous la pression du Conseil d'État, elle menace de peines allant jusqu'à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende les soutiens du peuple palestinien.

En réaction, ceux-ci ont manifesté et alerté l'opinion. La pétition contre la loi Yadan déposée sur le site internet de l'Assemblée nationale n'avait recueilli que quelques milliers de signatures depuis son lancement le 19 février. Elle a connu ces dernières semaines une percée fulgurante, probablement dopée par la création en Israël de la peine de mort pour les « terroristes » palestiniens, ou la mise à feu et à sang du Moyen-Orient par Trump et Netanyahu. La barre des 200 000 signatures était franchie le 4 avril, celle des 500 000 le 9.

Ce seuil déclenche en principe un débat parlementaire. Mais il serait naïf de s'en remettre aux palabres à l'Assemblée. De la macronie et François Hollande à l'extrême droite, un arc large de députés soutient la proposition de loi Yadan. Il est donc de bon augure que la pétition continue de progresser - le seuil des 700 000 signatures est, à l'heure où nous écrivons, en vue. Cela doit encoura-



ger tous les défenseurs du peuple palestinien à relever la tête, reprendre la rue en nombre et élargir encore l'opposition à la loi Yadan. Comme le relevait il y a peu l'ancien dirigeant de Médecins sans frontières Rony Brauman, les coupables ne sont pas ceux qui dénoncent le massacre des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, la colonisation ou l'apartheid dont est affligée la société israélienne. Ce sont ceux qui commettent ces crimes.

MATHIEU PARANT • 12/04/2026

# LOI D'URGENCE AGRICOLE : ILS CONTINUENT DE CREUSER

Après les lois d'orientation agricole et loi « Duplomb », un nouveau projet de loi, dite « d'urgence agricole », a été porté au Conseil des ministres le 8 avril. Dans la même veine que les précédentes, il vise, entre autres mesures, à mettre en place des facilitations juridiques pour l'irrigation agricole, augmenter la construction de retenues d'eau et renforcer le rôle de l'État dans la gestion de la précieuse ressource liquide. Les consultations pour la mise en place de projets hydrauliques deviendront « facultatives »... Pourquoi se prendre la tête à faire semblant de demander leur avis aux gens si de toute façon on va construire des méga-bassines ?

En plus de cela, les mesures de protection des zones humides sont revues à la baisse, ainsi que les exigences pour limiter les impacts des élevages sur l'environnement. Le sénateur Laurent Duplomb veut d'ailleurs

profiter de l'occasion pour promouvoir de nouveau la ré-autorisation de deux néonicotinoïdes neurotoxiques, pour répondre aux exigences de l'industrie sucrière.

L'État et les syndicats agricoles majoritaires pèsent de tout leur poids pour garantir un approvisionnement en eau aux gros agriculteurs irrigants (seulement 11 % de la surface agricole utile est irriguée, principalement pour produire du maïs et du blé) et défendre le modèle du capitalisme agricole français. Face au dérèglement climatique, à la crise environnementale et à la détresse de nombreux agriculteurs, ceux qui détiennent les rênes de l'agriculture nous emmènent droit dans le mur. L'urgence agricole, c'est de changer le système !

JEAN EINAUGIG • 14/04/2026

## À lire sur notre site :

Une interview de Mohamed Jaite avocat pénaliste au barreau de Paris, président de la section parisienne du syndicat des avocats de France engagé dans la mobilisation contre la loi Sure de Darmanin. Avec cette loi, le gouvernement veut réduire le procès pénal à une transaction, en créant une procédure de plaider-coupable en criminel où une personne accusée pourrait avouer un crime et accepter une peine sans procès, en excluant donc le jury citoyen, en faisant disparaître le débat public, les témoins et les experts. Puis trois magistrats valideraient la transaction. Ce texte présenté comme dans l'intérêt des victimes, les privera totalement de procès. Lundi 13 avril, un rassemblement inédit par sa taille s'est tenu devant le Sénat à Paris. Le bras de fer s'engage donc avec un gouvernement particulièrement réactionnaire et adepte de la répression et de la criminalisation de tous les mouvements sociaux.



# Non au militarisme ! À bas l'armée !

Un rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié à l'occasion de sa réunion qui débute à Washington le 13 avril, dresse ce constat glaçant : « Le nombre de conflits actifs a récemment bondi et a atteint un niveau inédit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », précisant que « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ».

En Allemagne, la loi instituant un service militaire décidée par le gouvernement Merz implique que tous les hommes de 17 à 45 ans sont supposés demander l'autorisation à l'armée avant de quitter le pays pour une durée supérieure à trois mois. En France, le service militaire, pour l'instant volontaire, annoncé par Macron devrait rentrer en vigueur cet été et serait rémunéré dans le but d'at-

tirer les enfants des classes populaires, même si le pécule promis est plutôt maigre – 800 euros brut...

Mais ces mesures en accompagnent d'autres, pas du tout symboliques, et qui justifient les craintes exprimées par les jeunes dans les manifestations en Allemagne. Le précédent gouvernement allemand avait décidé en 2025 de rallonger de 100 milliards les 100 milliards attribués à l'armée en 2022 pour en faire rapidement la première d'Europe. En France, au-delà d'une rallonge immédiate de 8,5 milliards d'euros, Macron veut obtenir une rallonge de 36 milliards d'ici 2030. Bien sûr, on reste loin des 200 milliards de dollars demandés immédiatement au Congrès américain par le Pentagone, pour atteindre en 2027 la somme hallucinante de 1 500 milliards de dollars.

Les bruits de botte s'amplifient dans le monde, et les discours des dirigeants visent à créer un climat de mobilisation nationale, en même temps qu'à arroser les industriels de l'armement, au détriment des services publics nécessaires aux classes populaires. Au détriment aussi des droits des travailleurs des entreprises travaillant pour l'armement, qu'ils y soient personnellement affectés ou non, comme le montre notre article sur Renault et Airbus dans notre rubrique « Premières lignes ». Ce serait un comble que ce soit le pape Léon XIV qui ait le monopole de la dénonciation du militarisme ! Nous devons refuser en bloc de nous laisser entraîner sur la voie que dégagent les dirigeants des puissances impérialistes !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

## L'armée allemande veut contrôler les déplacements des hommes « en âge de combattre »

En Allemagne, tous les hommes « en âge de combattre » (de 17 à 45 ans) sont censés demander l'autorisation à l'armée pour quitter le pays pendant plus de trois mois. Si la mesure reste floue, cet arsenal législatif supplémentaire est déployé par le gouvernement avec l'objectif de créer « la plus grande armée d'Europe ».

### ET QUE ÇA MARCHE AU PAS !

Cette réglementation figure dans l'article 3 de la loi sur le service militaire votée en décembre. Cette mesure était déjà en place en Allemagne avant 2011 et l'abrogation du service militaire – sans être vraiment respectée la plupart du temps. Si l'article n'édicte pas de sanction pour ceux qui ne feraient pas la demande, il s'agit d'un ajout à l'arsenal législatif militariste de l'État allemand. Depuis janvier, tous les hommes de 18 ans doivent remplir un questionnaire sur leur « intérêt pour le service militaire » et se soumettre à des examens médicaux si cela leur est demandé. L'Allemagne tente de porter les effectifs de ses soldats en service actif à 260 000 d'ici 2035, contre 183 000 à la fin de l'année dernière. De la même manière que le service militaire « volontaire » français peut théoriquement être rendu obligatoire par un vote de l'Assemblée, les gouvernements eu-

ropéens veulent se laisser les mains libres pour s'adapter à leurs besoins de chair à canon.

### DES RÉACTIONS SALUTAIRES

La découverte de cet article a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux pendant le week-end de Pâques. Alors qu'une nouvelle journée de mobilisation lycéenne est prévue début mai, le gouvernement allemand tente de temporiser. Le ministère de la Défense (de gauche !) s'est empressé d'expliquer que cette obligation est une « pure formalité ». Ne vous inquiétez pas, toutes les demandes d'autorisation seront accordées ! Oui, jusqu'à ce qu'elles ne le soient plus... Les lycéens et jeunes hommes allemands ont bien raison de ne pas s'en laisser conter.

UMA DAUNAI • 14/04/2026

## UNE MOBILISATION À CONSTRUIRE DE TOUTE URGENCE

Des populations sont écrasées en ce moment sous les bombes, en Iran et au Liban. Depuis trois ans à Gaza et plus de quatre ans en Ukraine. Les armes tuent aussi au Congo, au Soudan, avec des populations prises en otage dans des conflits dictés par les appétits des multinationales : pétrole ici, terres rares là-bas, pognon partout.

Trump n'hésite pas à déchaîner la puissance de feu de l'armée américaine, menaçant de détruire toutes les infrastructures iraniennes et, carrément, de faire disparaître la civilisation persane... Il est fou ? Peut-être. Mais ses généraux ne le sont pas. Pas plus que Netanyahu. Ou Merz ou Macron, qui veulent se joindre à ce ballet macabre. La folie, c'est de croire que le système capitaliste peut assurer un développement harmonieux de l'humanité. Le fonctionnement ordinaire du capitalisme, c'est une violence permanente contre les peuples les plus pauvres et, dans les pays riches, contre les classes populaires, c'est la pauvreté du plus grand nombre, et la brutalité des hommes d'armes.

Le 28 mars, aux États-Unis, ils étaient huit millions dans les rues à dire leur refus d'un pouvoir dictatorial – No Kings ! –, mais aussi leur refus de la guerre en Iran. Et il y a eu des centaines de milliers de personnes, de Londres à Madrid, pour dénoncer le génocide à Gaza.

Oui, il faudrait être des millions dans les rues pour dénoncer notre refus de leurs guerres de rapine. Mais les Trump, Netanyahu, Merz ou Macron sont prêts à continuer à mener leur politique malgré une très large impopularité.

C'est pour cela qu'il faudra aller au-delà des manifestations pour s'opposer au militarisme. Les partis, du PS à l'extrême droite, ont



voté sans broncher le budget militaire en augmentation constante. Tous glorifient « notre » armée et « nos » armes, jusqu'à Mélenchon qui s'émerveille des prouesses du Rafale de son « ami » Dassault. Il faudra refuser les coupes dans les budgets de l'école, de la santé et des services publics. Refuser de marcher à leur pas.

Quand le monde du travail reste silencieux, les classes dirigeantes pensent avoir les mains libres pour mener leur politique, se lancer dans une concurrence qui débouche sur des guerres commerciales qui mènent à des guerres tout court. En remettant au centre du débat les préoccupations du monde du travail, la lutte contre le chômage et non contre les chômeurs, la lutte contre la dégradation continue des conditions de travail, contre la baisse du pouvoir d'achat, nous pouvons rappeler que, sans nous et notre travail, ils ne sont rien. Et leur foutre une frousse salutaire, seule capable de retenir leur folie meurtrière.

Une mobilisation à construire de toute urgence !

J.-J. F. • 14/04/2026



## ISRAËL-LIBAN

# TENTATIVE DE NÉGOCIATIONS DE PAIX POUR MENER LA GUERRE AUX PAUVRES

Alors que les États-Unis ont rompu, en à peine 24 heures, leurs négociations avec l'Iran, c'est à Washington et sous leur égide que débutent ce mardi 14 avril des négociations de paix entre Israël et le gouvernement libanais. Une paix sous les bombes ! Il n'y est même pas question de trêve : « Nous continuerons à frapper le Hezbollah de toutes nos forces », a affirmé Netanyahu, ce sera une « paix par la force ». Interrogé sur les vidéos de soldats israéliens se filmant en train de faire sauter des bâtiments d'habitation dans le Sud-Liban, l'état-major israélien assume : « Israël agit contre le Hezbollah dans le cadre d'un conflit armé avec l'organisation. » Ce ne serait donc pas une guerre, juste une opération de police. Et la rencontre de Washington n'a pour but que de convaincre le gouvernement libanais, mis en place après la guerre menée par Israël en septembre 2024 (plus de 1 600 morts, 1,3 million de déplacés), de renforcer son armée et mener de concert avec Israël la guerre au Hezbollah.

Israël n'entend pas seulement faire la loi au Liban en s'appuyant sur un gouvernement qui pourrait être à sa botte, mais aussi en profiter pour occuper définitivement toute une partie sud du territoire, une « zone de sécurité » dit-il, avant d'en faire peut-être tout simplement une nouvelle annexion, réalisant un vieux projet d'Israël de s'étendre jusqu'au fleuve Litani.

Les négociations qui s'ouvrent diront si le gouvernement libanais actuel sera prêt ou se sentira la force de jouer ce jeu-là. Mais d'ores et déjà, l'héritier de la famille Gemayel (les chefs de guerre de l'extrême droite chrétienne libanaise dans la guerre civile des années 1975-1990),

Samy Gemayel, président du Parti Kataëb, fait chorus avec Netanyahu pour demander à son gouvernement de profiter de l'affaiblissement du Hezbollah pour le désarmer.

Le Hezbollah (« Parti de Dieu »), est né lors de la guerre intercommunautaire des années 1975-1990, avec l'invasion israélienne du Liban en 1982. C'est un parti d'extrême droite religieuse, mais qui apparaissait comme défenseur dans la communauté chiite, qui compte une bonne partie des couches les plus pauvres du pays. Il a grandi dans le Sud-Liban et les quartiers pauvres de Beyrouth, car ses troupes ont été les seules à résister aux diverses incursions israéliennes des années 2000. En guise de « négociations de paix », la politique de Trump et Netanyahu fait planer à nouveau l'ombre d'un retour à cette guerre intercommunautaire, pour mieux dominer le Liban.

Mais dans l'explosion sociale de l'automne 2019, et qui a duré près d'un an, provoquée par l'inflation, la flambée du chômage et de la pauvreté et la défaillance des services publics, c'est l'ensemble des forces politiques au pouvoir, y compris le Hezbollah, qui était conspué par la jeunesse, notamment des quartiers pauvres de Beyrouth.

Le retour à cette révolte et sa contagion à toute la région pourraient ouvrir un tout autre espoir que les prétendues négociations de paix.

OLIVIER BELIN • 12/04/2026

## ISRAËL : LE MOUVEMENT ANTI-GUERRE SE DÉVELOPPE

Alors que le gouvernement israélien continue sa sale guerre contre le Liban, une opposition commence à s'exprimer publiquement en Israël. Au début de la guerre, seule une poignée de manifestations bravait la répression de la police. Mais le 11 avril, des milliers de manifestants se sont rassemblés dans une trentaine de localités, après avoir obtenu une autorisation par un recours devant la Haute Cour de justice.

La propagande militariste du gouvernement englobe tous les aspects de la société. Elle cherche à justifier les guerres enclenchées depuis trois ans par Netanyahu – et l'augmentation des budgets militaires à 45,3 milliards de dollars – en expliquant que celles-ci sont nécessaires pour protéger les Juifs contre la « barbarie antisémite ».

Malgré un climat d'union nationale qui a le soutien d'une large majorité de la population, une part croissante est de moins en moins dupe : tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, les abris antiaériens sont moins accessibles pour les habitants des quartiers populaires (principalement à majorité arabe), tandis que l'ensemble de la société est mis sur pause. Écoles et universités sont à l'arrêt, le chômage partiel se généralise et les revenus diminuent.

Les images des violences des colons israéliens en Cisjordanie, défendus par l'armée, ainsi que le vote de la loi raciste permettant l'exécution des seuls Palestiniens jugés coupables d'avoir participé « intentionnellement ou par indifférence » à des actes « terroristes » participent de plus à lever le mythe de la « seule démocratie du Moyen-Orient ».

Celles et ceux qui manifestent aujourd'hui cherchent à faire le lien entre la guerre actuelle et le projet colonisateur sioniste, ainsi qu'à convaincre le reste des travailleurs et jeunes Israéliens que cette guerre n'est pas la leur.

Ces manifestations, certes encore modestes, sont les seules à s'opposer frontalement à la politique de l'État sioniste, alors que « l'opposition » parlementaire de centre gauche et les centrales syndicales refusent de condamner la guerre.

STEFAN INO • 12/04/2026



Voir notre exposé : « Aggression impérialiste au Moyen-Orient : comment comprendre la guerre en cours et comment s'y opposer ? »

## IRAN Pas de libération sous les bombes

Entre le 28 février et le 8 avril 2026, les frappes des États-Unis et d'Israël ont tué au moins 1 700 civils, en ont blessé plus de 10 000 et ont détruit plus de 90 000 habitations, 750 écoles et 300 centres de soins... Les abris et hébergements collectifs sont surpeuplés, les populations déplacées sont plongées dans la précarité, notamment les femmes et les immigrés afghans.

### UN RÉGIME QUI TIENT

Le régime ne s'est pas effondré. Il a su mener une guerre asymétrique, en envoyant des missiles et des drones sur Israël et les États du Golfe alliés de Washington, en mobilisant ses alliés régionaux (Hezbollah libanais, Houthis du Yémen, milices chiïtes irakiennes) et, surtout, en utilisant le détroit d'Ormuz pour faire monter la pression internationale.

La mort du guide suprême, Ali Khamenei, et d'un nombre important de dirigeants politiques et militaires n'a pas coupé sa chaîne de commandement. Les gardiens de la révolution, groupe à la fois paramilitaire et financier, qui a la main sur les secteurs clés de l'économie, ont le contrôle quasi total de l'État avec un « conseil militaire » qui remplace de fait le nouveau guide, Mojtaba Khamenei (invisible depuis sa nomination), le président et les ministres.

Le régime a mobilisé ses troupes et partisans dans des manifestations et autres chaînes humaines autour des éventuelles cibles militaires dans les principales villes. Il prétend pouvoir compter sur 14 millions de volontaires prêts à jouer les bou-

cliers humains. Bien difficile de savoir quelle assise il lui reste dans la population ou si la guerre lui a ou non redonné du crédit. Mais en tout état de cause, c'est cette base qui occupe désormais les rues.

Surtout, les masses opposées au régime, occupées à survivre, savent ce qu'elles risquent à s'exprimer dans ce contexte de pressions à l'unité nationale et de répression (voir l'éditorial de ce numéro). Beaucoup craignent que la République islamique sorte renforcée de la guerre, et savent bien à quoi s'en tenir quant aux discours de Trump sur l'arrivée de la démocratie.

### MAIS UNE CRISE QUI PEUT REVENIR

Pour autant, l'assassinat d'Ali Khamenei a révélé des faiblesses du régime, incapable d'assurer sa propre sécurité malgré des moyens considérables... Tout comme il a été incapable de faire taire les cris de joie à l'annonce de la mort du guide.

Malgré ses prétentions anti-impérialistes, la bourgeoisie liée au régime reste dépendante de la rente pétrolière et de ses alliances avec des puissances rivales des États-Unis. C'est même



là-dessus que Trump comptait probablement pour trouver, à la tête de l'État ou de l'armée, des dirigeants de rechange qui feraient basculer le régime en sa faveur, tout en maintenant la dictature.

Les causes des révoltes et des grèves de la classe ouvrière, de la jeunesse, des femmes et des minorités nationales opprimées de ces dernières années, l'inflation, les pénuries, les bas salaires – voire leur non versement –, restent plus que jamais d'actualité. Toutes les évolutions du pouvoir, même sa transformation en franche dictature militaire, ne mettront pas fin à la colère.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 14/04/2026

## LES PAYS EUROPÉENS AU SECOURS DES ÉTATS-UNIS ET D'ISRAËL

Trump se plaint de l'absence de soutien des Européens dans sa guerre. Pourtant, leurs États y sont de fait impliqués à sa traîne et par leur soutien permanent à Israël.

### PARTICIPATION AUX OPÉRATIONS MILITAIRES...

Au nom des « accords de défense » avec les pays du Golfe, deux Rafale de l'armée française décollent quotidiennement de la base d'Al Dhafra aux Émirats arabes unis pour détruire les drones iraniens. Ils ont tiré plus de 80 missiles air-air Mica depuis le 1<sup>er</sup> mars. Le gouvernement, inquiet pour ses stocks de munitions, prévoit même une rallonge de 8,5 milliards d'euros.

Malgré les déboires de la Royal Navy, avec les avaries sur son porte-avions *Prince-of-Wales* et de son destroyer *Dragon*, la Grande-Bretagne s'est dépêchée de déployer 400 soldats supplémentaires à Chypre. Le Premier ministre, Keir Starmer a également autorisé l'utilisation des bases militaires de Fairford, au sud-ouest de l'Angleterre, et surtout de celle de Diego Garcia, dans l'océan Indien, pour faire décoller des bombardiers de l'US Air Force.

Dans l'État espagnol, où Pedro Sánchez prétend être le plus grand opposant à Trump, les bases de Rota et Maron, qui accueillent des avions américains, continuent de fonctionner normalement<sup>1</sup>.

### SOUTIEN CONTINU À L'ÉTAT D'ISRAËL

Tous ces États continuent, enfin, à soutenir sans faille l'État israélien, même lorsqu'ils critiquent en paroles son invasion du Liban. L'annonce de Netanyahu de stopper ses achats d'armes françaises, confirme que ces livraisons n'avaient jamais cessé.

Ce soutien ne se limite pas aux livraisons d'armes. 600 soldats français participent à la Finul, cette mission de l'ONU au sud du Liban. Qui, jusqu'au mois dernier, a multiplié les opérations pour désarmer le Hezbollah, sans jamais s'opposer à l'armée israélienne... qui l'a elle-même bombardée.

AURÉLIEN PÉRENNA • 13/04/2026

1. Voir l'article de nos camarades d'Izar, traduit sur notre site: « Qu'y a-t-il derrière le "non à la guerre" de Pedro Sánchez ? », 1<sup>er</sup> avril 2026

# Djibouti, pièce maîtresse de la Françafrique

Le président de Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh, a été réélu le 11 avril dernier pour un sixième mandat, avec 97,81 % des voix. Un score quasi identique à celui de la Présidentielle de 2021, dans le cadre d'une nouvelle mascarade électorale. Pour lui permettre de se représenter à 78 ans, la Constitution a été modifiée, supprimant la limite qui fixait à 75 ans l'âge légal de candidature. Le dictateur est à la tête de ce pays d'un peu plus d'un million d'habitants depuis 1999.

Petit pays, mais dont la position est stratégique : il borde le détroit de Bab-el-Mandeb, qui donne accès à la mer Rouge puis au canal de Suez. Dans cette ancienne colonie française se situent pas moins de cinq bases militaires de puissances impérialistes : France, États-Unis, Chine, Japon et Italie. Depuis que la France a connu d'importants revers au Sahel puis au Sénégal, la base de Djibouti est sa plus grande en Afrique, avec 1 500 soldats. En 2021, Macron s'était empressé de féliciter chaleureusement Ismaïl Omar Guelleh pour sa réélection. Nul doute qu'il en sera de même cette fois encore.

Les autorités françaises se vantent de leur partenariat stratégique de défense avec Djibouti, renouvelé en 2024, au moment même où le régime était mis en cause pour des bombardements contre



EMMANUEL MACRON ET ISMAÏL OMAR GUELLEH.

« La Françafrique ne recule devant rien pour assurer ses arrières. »

sa propre population civile par hélicoptères et par drones. La Françafrique ne recule devant rien pour assurer ses arrières : les autorités françaises ont été jusqu'à entraver l'enquête concernant l'assassinat d'un magistrat français à Djibouti, le juge Borrel, qui impliquerait

les plus hautes autorités djiboutiennes, voire Guelleh lui-même. En 2020, le tribunal judiciaire de Paris a condamné l'État français pour faute lourde, à savoir l'inhumation du juge sans autopsie et la destruction des scellés de l'affaire. Que le pays soit gouverné par la terreur est de peu de prix face à une stratégie « amitié franco-djiboutienne »...

LYDIE GRIMAL • 11/04/2026

## JOURNÉE ÉLECTORALE AU PÉROU : UN PEU TROP DE LA MÊME ESPÈCE

Le 12 avril, 27 millions de Péruviens étaient appelés à voter pour le premier tour de l'élection présidentielle. Parmi les 35 candidatures, il y avait de tout, de l'humoriste Alvarez, spécialiste dans la parodie des personnages politiques, qui ne s'est pas trouvé moins digne que ceux-ci, au lobby de la drogue, sous la bannière de la feuille coca : tout, sauf des représentants de la classe ouvrière.

### UNE ÉLECTION ÉLOIGNÉE DES PROBLÈMES DU PROLÉTARIAT

Les travailleurs se sont massivement déplacés, non par intérêt pour une élection qui ne change rien à leurs problèmes quotidiens, mais parce que les abstentionnistes écotent d'une lourde amende. Des émeutes se sont produites dans les quartiers défavorisés, où le matériel électoral n'est pas arrivé à temps : après des heures de queue, les électeurs impatients ont chargé les portes d'un bureau. L'organisme en charge de l'élection a fini par en annoncer la fermeture, sans pénalité pour les non-électeurs. Ouf, la démocratie est sauvée ! L'entreprise responsable de l'acheminement du matériel, dont le contrat a été fixé par le très droitier Aliaga, ancien maire de Lima, n'a peut-être pas abandonné ces bureaux par hasard ! Des sondages indiquent que le tiers

des abstentionnistes vient des quartiers riches. Pourquoi les millionnaires du centre financier de San Isidore sortirait-ils de leurs manoirs et prendraient le risque de croiser des Noirs ou des Amérindiens ? Ils savent que leur pouvoir ne dépend pas des scores électoraux. Les conditions d'extraction de l'or, du cuivre, du lithium sont garanties, non par l'État mais par des mafias qui trouveront un terrain d'entente avec le gouvernement, quel qu'il soit.

### ET LE VAINQUEUR EST...

Les lois électorales veulent que chaque dépouillement se fasse en présence d'un membre de chaque parti représentant un candidat. C'est-à-dire que 35 personnes sont censées contrôler chaque voix. On comprend que plusieurs heures

après la fermeture, on ne sait toujours pas qui seront les candidats au second tour. Il semble toutefois que Keiko Fujimori, la fille du tyran qui a fait disparaître dans les fours crématoires les corps de milliers de paysans andins, assassinés par ses hommes de main dans les années 1990, ait obtenu son ticket pour le second tour. Elle a choisi cette journée électorale pour se recueillir sur la tombe de son père, donnant l'occasion aux dizaines de médias qu'elle possède de braquer les projecteurs sur elle.

Gagnera-t-elle le second tour ? Elle aura, en tous les cas, les moyens de poursuivre la dictature parlementaire commencée en décembre 2022. République parlementaire ou présidentielle, républicaine ou libérale, les riches, tant qu'ils restent les propriétaires, gardent le pouvoir. À la classe ouvrière de se faire entendre.

LOUIS DRACON • 14/04/2026

# Élections en Hongrie : la fin de l'ère Orbán

Après 16 ans au pouvoir, l'ultraréactionnaire Premier ministre hongrois Viktor Orbán a essuyé une défaite éclatante aux élections législatives du 12 avril, contre le principal candidat d'opposition, Peter Magyar – 54 % contre 38 %. Le seul autre parti qui intègre de justesse le Parlement est le groupe d'extrême droite « Mouvement Notre patrie »<sup>1</sup>, avec 6 %. Le scrutin était fortement anticipé, peut-être plus par les médias libéraux que par les électeurs eux-mêmes, comme « référendum sur l'Europe ». Un enjeu qui s'est traduit par une forte participation – 80 % –, mais aussi une forte crainte de fraude – 76 % des Hongrois s'attendaient à des « ingérences ». C'est d'ailleurs l'axe qu'a choisi Orbán pour sauver la mise, en mettant en scène une fausse découverte d'armes ukrainiennes près de la frontière, puis en invitant J.D. Vance – ingérence acceptée, elle – pour agiter le spectre des lobbys libéraux de l'UE. Sans succès.



PETER MAGYAR ET VIKTOR ORBÁN, 2024.

## LES RATS QUITTENT LE NAVIRE... ET REPRENENT LE GOUVERNAIL

Peter Magyar est lui-même un ancien du Fidesz d'Orbán, qui a quitté le navire pour se repositionner en faisant une OPA sur le parti Tisza, largement inactif jusque-là (mais donc aussi libre de scandales de corruption). Autoproclamé « conservateur libéral », il se distingue surtout d'Orbán par une attitude plus pro-européenne. Depuis plus d'un an, il s'est lancé dans une longue campagne en s'imposant habilement comme seule alternative à un Orbán, dont le crépuscule devenait de plus en plus évident. S'il a avancé quelques promesses pour rafler le vote populaire – augmentation de dépenses pour l'éducation et la santé, lutte anti-corruption<sup>2</sup> – et petit-bourgeois – baisse d'impôts et subventions aux PME – son score est essentiellement le résultat d'un vote de ras-le-bol de plus de 15 ans de politique autoritaire, anti-sociale et réactionnaire.

## UN SOULAGEMENT, MAIS PAS UNE SOLUTION

Les classes populaires hongroises ont bien raison de pousser un soupir de soulage-

ment et de se réjouir d'avoir dégagé, enfin, Viktor Orbán. Mais celui qui le remplace n'est qu'une version recyclée de son régime. Sans même parler des juges, hauts fonctionnaires, journalistes, et autres mis en place pour cadenasser l'appareil d'État et l'espace public.

Mais l'atmosphère sociale du pays n'a pas été le calme plat les dernières années, avec une longue grève des enseignants, des grèves – courtes et encadrées, mais parfois victorieuses – dans l'automobile, une grève sauvage des éboueurs de Budapest l'an dernier et la manifestation monstre de la pride de l'an dernier, véritable plébiscite anti-Orbán. C'est là que se trouvent les perspectives. Orbán est dégagé, aux travailleurs et travailleuses de pousser plus loin.

DIMA RÜGER • 14/04/2026

1. Mi Hazánk, fondé par des anciens du parti d'extrême droite Jobbik.
2. Il s'est d'ailleurs distingué en dénonçant la corruption autour de la grâce présidentielle d'un homme d'Église qui avait couvert des abus sexuels sur mineurs, et notamment le rôle de Judit Varga, ministre de la Justice et... ex-femme de Magyar. Qu'il est petit, le monde des opportunistes politiques...

## UKRAINE

# Trompe-l'œil de négociations entre Trump et Poutine, mais les peuples trinquent



Le 14 avril dernier, c'était le 1510<sup>e</sup> jour de guerre en Ukraine. Ce printemps 2026 est celui de la cinquième année de guerre depuis l'invasion dite « à grande échelle » du pays par l'armée russe en février 2022. Depuis plus d'un an, Trump et Poutine se livrent à une mise en scène de négociations dont personne ne voit le bout. Le président ukrainien Zelensky se prête au jeu, flanqué de dirigeants impérialistes anglais, allemand et français qui le poussent au jusqu'au boutisme – la poursuite de la

guerre étant motif pour eux à croissance de leurs budgets militaires. Et c'est ainsi qu'un pays continue à être miné, même si face à la mise à feu et à sang de l'Iran et du Liban sous les bombes de Trump et Netanyahu, la guerre en Ukraine serait presque oubliée. Comble du cynisme, Poutine qui continue à mobiliser, appauvrir et bâillonner la population russe pour poursuivre cette guerre à fins impérialistes oligarchiques, s'est récemment proposé comme médiateur dans le conflit du Moyen Orient.

Les pertes militaires ne sont pas communiquées par les autorités ukrainiennes, peut-être jusqu'à 100 000 morts et des centaines de milliers de blessés. Du côté des civils, peut-être 15 000 tués et 40 000 blessés depuis février 2022, selon des chiffres de l'ONU. Dont 3 000 enfants morts ou blessés, une grande partie d'entre eux privés d'une scolarité normale, voire de toute scolarité. Par ailleurs, ce conflit a engendré l'une des plus grandes crises de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale : plus de 6,3 millions de personnes ont fui le pays, 3,7 millions

ont été déplacées dans le pays, contraintes d'abandonner leur domicile. Et c'est toute une économie qui est dévastée, ce qui ne veut pas dire que les plus gros capitalistes, dont Zelensky reste le représentant, n'ont pas tiré leur épingle du jeu.

La guerre, ou un corps à corps pour se disputer quelques kilomètres carrés de terrain dans le Donbass, continue de faire rage. Avec cynisme, une partie du monde impérialiste salue l'Ukraine (et accessoirement la Russie) pour les prétendus spectaculaires bonds en avant que ce conflit aurait fait franchir en matière de technologies guerrières. Nous entrons dans la nouvelle ère des drones. Ukrainiens mais russes aussi ! Des petits avions sans pilote, de quelques mètres de long, qui peuvent emporter et larguer jusqu'à 90 kilos d'explosifs sur des villes ukrainiennes ciblées la nuit. Ces engins visent des immeubles, mais aussi des infrastructures énergétiques, logistiques, et ont privé cet hiver d'électricité, donc condamné au froid et à l'obscurité, des centaines de milliers de familles ukrainiennes, par des températures dégringolant jusqu'à -20 °C. De leur côté, les militaires ukrainiens lancent des drones sophistiqués, en nombre croissant, sur des infrastructures russes.

Mais il y a eu une trêve pour la Pâque orthodoxe. Une trêve de 32 heures, mal respectée sur les fronts et éphémère ! Deux petits signes de croix et puis s'en va : la guerre continue et les peuples trinquent.

MICHELLE VERDIER • 14/04/2026

Dossier

## Nos salaires méritent le maximum :

### FAISONS PAYER LES PATRONS

→ La guerre au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormuz servent de prétexte à une nouvelle flambée des prix, d'abord de l'essence et des engrais, avant de se répercuter à tous les produits. Comme après le Covid et la guerre en Ukraine, la hausse des prix n'est pas l'œuvre d'une « main invisible ». Si les hausses de prix ont eu diverses origines dans l'histoire, ce sont bien des patrons en chair et en os qui font valser les étiquettes. Par mimétisme ou anticipation, ils font grimper les prix pour maintenir ou augmenter leur profit.

Seules deux limites s'imposent : la nécessité de trouver un marché solvable, mais surtout le risque, si le prix (et par suite le profit) est trop élevé, de voir des concurrents débarquer pour capter une partie de ce surprofit. Cette concurrence entre capitalistes fait que les prix, dans le système capitaliste, ne correspondent jamais à la valeur des marchandises produites, mais à un montant qui permet d'égaliser le taux de profit entre secteurs. Comme le souligne Marx, c'est ce partage entre profiteurs qui fait du capitalisme un mode d'exploitation collective de la classe ouvrière dans son ensemble par la classe des capitalistes dans son ensemble. Mais autant dire que les géants actuels du pétrole, de la chimie, des transports maritimes ou encore de l'acier, bien assis sur des quasi-monopoles, peuvent le plus facilement relever leurs prix sans crainte pour leur part de marché, surtout quand des perturbations entraînent des risques de pénurie. Reste aux travailleurs et aux travailleuses de contester ce partage pour récupérer cette « part du gâteau » qu'ils ont eux-mêmes produite.

## Il n'y a pas que l'État qui peine à boucler son budget !

La nouvelle hausse du prix de l'essence aggrave le casse-tête budgétaire des ménages populaires. On entend ici ou là certains collègues hésiter à venir travailler, tant le coût de transport avale une part significative du salaire. En moyenne, les familles dépensent déjà 14 % de leurs revenus pour les transports en 2017 (dernier chiffre disponible). Or, qu'il s'agisse de l'achat du véhicule, de son entretien, du carburant ou des abonnements de transport en commun, ce sont autant de domaines où les prix ont explosé ces dix dernières années. Le prix d'achat d'une voiture a augmenté de plus de 10 000 euros en moyenne depuis le Covid. Il faut aujourd'hui deux années de Smic pour en acquérir une neuve. Autant dire, que ce n'est pas pour tout le monde !

Le coût des transports augmente d'autant plus avec l'étalement urbain, favorisé par la hausse des loyers. De plus en plus de familles populaires s'éloignent des centres-villes, et de leur travail, pour trouver un logement, qui reste malgré cela à peine abordable. Mais c'est économiser d'un côté pour payer plus de l'autre, dans un jonglage précaire entre dépenses de loyer et de transports.

« Pris en tenaille, le revenu dit « arbitral » se réduit à peau de chagrin. »

Pris en tenaille, le revenu dit « arbitral » se réduit à peau de chagrin. Il s'agit du revenu qui reste après avoir payé les factures qui tombent tous les mois (loyer, charges, assurances, abonnements divers, etc.). Ces dernières dépenses, dites « pré-engagées », représentent aujourd'hui 30 % du budget des ménages (et même 40 % pour les ménages pauvres), contre 15 % il y a soixante ans. Avec le reste, les ménages populaires doivent surtout « arbitrer » entre se nourrir et se chauffer. Or, entre mars 2020 et fin 2025, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 25 % en moyenne et ceux de l'énergie de 34 %, soit bien au-delà de la moyenne des prix (+ 16 %)... et surtout des salaires !

MAURICE SPIRZ

## POUR LA GÉNÉRALISATION DES LUTTES POUR LES SALAIRES !

En cette période de NAO (négociations annuelles obligatoires), des grèves pour les salaires ont lieu, comme à Cenexi, avec une nouvelle journée de grève le 24 mars dernier après plusieurs jours en reconductible fin février. Les exemples ne manquent pas en ce moment : chez Securitas Technology, chez les salariés des magasins Cora repris par Carrefour, chez Findus à Boulogne-sur-Mer, chez des sous-traitants de Chanel en Charente-Maritime, en lutte pour 400 euros d'augmentation ! La presse locale se fait l'écho de nombreux exemples, alors que l'ensemble des directions syndicales reste l'arme au pied sur cette question qui touche pourtant de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses ! C'est pourtant le moment de la poser à une échelle globale, sans s'arrêter à ces négociations rituelles qui ont lieu « boîte par boîte ». Si tu perds 50 ou 100 balles par mois, car tu mets du gazoil dans ton réservoir pour aller bosser, il faut que les patrons paient la note. Indexation des salaires sur les prix à la pompe ! Augmentation générale de 400 euros net pour tous et toutes et mise en place de l'échelle mobile des salaires ! De l'argent, il n'y en a jamais eu autant dans les coffres des actionnaires, notamment les pétroliers et les marchands d'armes ! Pour gagner sur ces revendications, il n'y a pas d'autres méthodes que la lutte sociale : c'est une grève interprofessionnelle de masse qui s'avère nécessaire !

## Le salaire de base, nerf de la guerre de classe

Pour compenser des salaires de base qui stagnent, et donc en fait reculent par rapport à des prix en forte hausse, la plupart des grandes entreprises octroient diverses primes annuelles : intéressement, participation, ou PPV (« prime de partage de la valeur », ou « prime Gilets jaunes »).

La filière automobile en est un bon exemple. Depuis plusieurs années, les ouvriers de Stellantis-France touchent au mieux 1 % d'augmentation générale, de quoi se payer en moyenne un sandwich frites avec boisson tous les 15 jours. Les profits du groupe atteignant des records, la direction concède des primes importantes. Certes pas les 14 000 euros de primes versés aux ouvriers de Ferrari en 2025 et 2026. Néanmoins en 2024, l'ensemble des primes a atteint 3 600 euros net. Après tout, pourquoi revendiquer 300 euros de plus par mois si on les perçoit en une fois tous les ans ? Oui, mais en 2025, ce n'était plus que 1 500 euros de PPV. Et en 2026, patatras ! Stellantis travestit ses investissements en pertes et présente un trou abyssal de 22 milliards de dollars... alors que ses coffres regorgent d'au moins le double. En France, Stellantis annonce la suppression des primes : beaucoup d'ouvriers vont sacrifier leurs projets de vacances.

« Si nous ne touchions que des primes, nous devrions payer plein pot le médecin, l'hôpital ou le pharmacien »

Rien ne remplace l'augmentation des salaires. D'autant plus que les primes n'alimentent jamais, ou peu s'en faut, les caisses sociales : retraite, chômage, maladie. Si nous ne touchions que des primes, nous devrions payer plein pot le médecin, l'hôpital ou le pharmacien - les épidémies ravageraient la société vu le nombre de travailleurs incapables de payer - et les chômeurs n'auraient d'autre choix que mendier pour se nourrir. Retour au 19<sup>e</sup> siècle ? C'est ce que promettent les démagogues d'extrême droite quand ils nous font miroiter qu'en percevant le salaire brut et non plus le salaire net, nous améliorerions notre niveau de vie : sur le moment, peut-être, mais ce serait pour le payer au prix fort au moindre accident de la vie !

MATHIEU PARANT

# Comment empêcher les patrons de nous faire les poches ?

Si de nombreux partis politiques refusent de parler de hausse des salaires (ou se contentent d'une démagogie contre les « charges sociales » pour « augmenter » le salaire net, voir notre article dans ce dossier), une partie de la gauche, notamment LFI, met en avant le blocage des prix comme remède. Une mesure compréhensible quand on voit l'augmentation délirante du prix de l'essence aujourd'hui !

Mais, comme pour toute revendication, la véritable question est celle des moyens qu'on se donne pour l'obtenir. Or, sans organisation des travailleurs pour contrôler les prix, se contenter de réclamer un blocage des prix, c'est s'en remettre au bon-vouloir de l'État qui non seulement ne dispose pas de moyens suffisants pour un tel contrôle, mais se refuserait à les déployer contre les patrons.

Les prix à la pompe sont visibles de tous, mais il n'en est pas de même des prix imposés par les fournisseurs qui, à tous les échelons de la distribution, fixent leurs prix dans l'ombre et forment ainsi le prix final des produits proposés au consommateur. D'ailleurs, faute de moyens - et de volonté -, aucun contrôle des prix par en haut n'a jamais été réellement efficace, de la Loi du maximum de 1793 au contrôle des prix instauré par de Gaulle en 1962 qui n'a pas empêché une inflation à deux chiffres de ronger le pouvoir d'achat des travailleurs.

En revanche, chaque travailleur peut contrôler si son salaire lui permet les mêmes dépenses que le mois précédent. L'usine ou le bureau sont des lieux où les travailleurs peuvent s'organiser non seulement pour suivre collectivement l'augmentation des prix auxquels ils sont eux-mêmes confrontés - sans passer par le « panier » de dépenses moyen utilisé par l'État, qui peut être très éloigné de la réalité vécue -, mais où ils peuvent aussi s'organiser pour imposer au patronat l'ajustement des salaires sur les prix.

Les patrons cherchent toujours à reprendre d'une main ce qu'ils ont été contraints de donner de l'autre, en répercutant la baisse de leurs profits sur les consommateurs par une hausse des prix. C'est la méthode qu'ils ont employée après les grèves de juin 1936 et de mai 1968 : les hausses de salaires arrachées par les grévistes ont été grignotées par l'inflation en quelques années, voire quelques mois. Pour obtenir un salaire décent, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs propres forces, et surtout sur les organisations qu'ils forgeront dans leurs luttes. Et par la même occasion, ils ouvriront une première brèche dans le pouvoir des patrons.

ROBIN KLIMT

## NAO aux transports en commun lyonnais (TCL) :

### des groupes riches à millions qui continuent de faire les poches des salariés

En 2025, les premières NAO s'étaient conclues par des décisions unilatérales de Keolis (au mode « bus ») et de RatpDev (mode « lourd », c'est-à-dire métro et tramway) accordant 1 % d'augmentation générale des salaires. La colère des salariés s'était alors exprimée, notamment lors d'une journée de grève le 8 septembre. Mais, malgré l'ampleur de la mobilisation, ce mouvement est resté sans suite.

Pour 2026, les NAO chez Keolis Lyon Bus viennent de se conclure par une augmentation générale de 1 % en deux fois. Chez RatpDev Lyon, les NAO se poursuivent, avec une proposition d'augmentation générale d'une vingtaine d'euros brut pour un nouvel embauché !

Pour faire passer la pilule, les directions agitent des promesses d'augmentations et de primes individuelles pour les agents de maîtrise. Mais au mode lourd, la direction innove, en proposant le doublement d'une prime conduite au tramway, financée par... les baisses de rémunération des malades et accidentés du travail sur leur 13<sup>e</sup> mois !

À ce jour, ces propositions sont rejetées unanimement par les syndicats du mode lourd, qui se sont retrouvés sur la revendication d'une augmentation générale de 200 euros. Car la plupart des salariés ne

sont plus dupes des « primettes » visant juste à calmer la colère.

Reste à voir si cette colère trouvera un chemin vers une mobilisation pour faire céder ces multinationales du transport public. Si tel était le cas, organiser la lutte à l'échelle la plus large et démocratique possible, sans se laisser diviser par l'étiquette syndicale ou celle de tel ou tel employeur serait de loin le meilleur moyen de l'emporter !

CORRESPONDANT



## Échos des entreprises ↻

### CENEXI : CENT EUROS NET, C'EST LE MINIMUM !

À Cenexi, face aux conditions de travail qui se dégradent et aux salaires au rabais, la direction rabâche depuis un an : « on verra aux NAO ! ». Lorsque la proposition de 20 euros brut d'augmentation est tombée, les collègues l'ont prise pour ce qu'elle est : une insulte ! Ils se sont mis en grève reconductible pendant une semaine, décidant ensemble que cent euros net de plus, c'est le minimum pour vivre. Ensuite, des débrayages, et maintenant, une journée de grève par mois. La prochaine : le 21 avril.

La bataille n'est pas encore gagnée sur les salaires, mais la direction a déjà lâché une prime, et a surtout vu les travailleurs relever la tête. Et il se pourrait bien que la flambée du prix de l'essence ravive les braises de la colère !



### DASSAULT : PROFITS DE GUERRE ET D'EXPLOITATION

Comme si les ventes d'armes n'étaient pas un marché suffisamment juteux, la direction de Dassault veut imposer des augmentations minimales : 0,7 % d'AG et un plancher de 1,2 % pour les salaires les plus bas, que Trappier, le PDG, a monté à 30 euros brut. Avec un succès variable en fonction des sites, des travailleurs se sont mobilisés sur les appels hebdomadaires à vider les usines le vendredi quelques heures plus tôt, ou à se réunir à l'appel de la CGT. Si ces premières actions ne suffiront pas à imposer de réelles augmentations, elles témoignent d'une colère des travailleurs, au-delà des grévistes, qui comparent forcément d'un côté les bénéfices record, les dividendes qui grimpent avec, de l'autre, le coût de la vie, à commencer par le carburant. Reste à transformer cette juste colère en bagarre.



### SNCF : LES CHEMINOTS À LA PORTION CONGRUE

À la SNCF, plus les bénéfices augmentent, moins les salaires augmentent ! 1,3 milliard d'euros de profits en 2023 pour 1,8 % d'augmentation des salaires. 1,55 milliard en 2024 : moins de 1 % d'augmentation. 1,8 milliard en 2025 : moins de 0,5 %.

La direction prétend se rattraper quelque peu via des primes mais celles-ci ne comptent pas pour la retraite et ne sont bien sûr pas garanties d'une année sur l'autre. Notons aussi que les primes de « partage de la valeur » versées en 2026 partageront moins de 20 % des bénéfices de 2025.

Les luttes cheminotes contre l'érosion du pouvoir d'achat ont eu lieu essentiellement ces dernières années à l'échelle des corporations, avec des succès chez les contrôleurs de train et dernièrement chez les collègues du service électrique qui obtiennent des revalorisations de primes pérennes liées à leur métier. Ces succès renforcent-ils le corporatisme ou rendent-ils plus crédible la perspective d'un mouvement tout service sur la question des salaires ? C'est l'enjeu d'un combat militant.

# SNCF : onze suicides depuis le début de l'année, stop au carnage !



Ouverture à la concurrence, réorganisations, suppressions de postes, licenciements disciplinaires ou pour insuffisance professionnelle... Les motifs de colère sont nombreux dans une entreprise en restructuration permanente. Cette situation est responsable du mal-être et de la souffrance qui a conduit plusieurs collègues à se donner la mort.

Aujourd'hui nombreuses sont les cheminotes et les cheminots qui ne savent pas dans quelle entreprise ils travailleront dans quelques années. En effet l'ouverture à la concurrence progresse et beaucoup se voient contraints d'accepter d'être transférés dans les filiales, sous la menace du licenciement en cas de refus. Ce grand Monopole du chemin de fer se fait dans l'objectif de dégrader les conditions de travail. Le président de

la SNCF, Castex, annonce déjà un objectif de suppression de cinq jours de repos dans les années à venir.

La direction se montre sans pitié envers celles et ceux qui subissent les réorganisations, voient leur poste supprimé et doivent en rechercher un. Les cas d'inaptitude ne sont pas mieux traités, pour des métiers exigeants en termes d'aptitude de sécurité. Les mises au placard et les pressions pour forcer les cheminotes et cheminots à démissionner se multiplient. Quand ils ne sont pas tout simplement licenciés. Les prétextes sont divers : cumul d'activité sans autorisation de la direction (alors que ce sont les bas salaires qui poussent à trouver un second travail), absences irrégulières, arrêts maladie que la direction estime frauduleux, insuffisance professionnelle à la suite d'un échec aux examens, ou réforme à la suite d'un arrêt maladie... La direction s'attaque frontalement à la quasi-garantie de l'emploi dont bénéficiaient les cheminots précédemment.

Partout des résistances existent contre cette politique. Des rassemblements ou des grèves sont organisées quand la direction s'attaque à un collègue, parfois avec succès. C'est le seul moyen pour contrer cette offensive, construire la solidarité, rompre l'isolement. La bourgeoisie est à l'offensive partout dans le monde, les grandes puissances impérialistes se partagent le monde à coup de bombardements. Cette violence se retrouve dans les entreprises dont la SNCF. Et la solution est la même : construire des mobilisations de masse pour arrêter le carnage. Les cheminotes et cheminots ne se laisseront pas écraser par le talon de fer !

CORRESPONDANT • 13/04/2026

## ACCIDENT TGV DE BULLY-LES-MINES : MORT AU TRAVAIL D'UN AGENT DE CONDUITE

Le 07 avril, peu avant 7 heures, le TGV 7304 reliant Dunkerque à Paris percuta à 131 km/h au passage à niveau de Bully-les-Mines la remorque d'un convoi exceptionnel transportant du matériel militaire. Le conducteur du TGV est tué sur le coup, douze passagers sont blessés.

Une centaine de collisions se produisent chaque année sur des passages à niveau entre trains et usagers de la route (98 % des cas proviennent du non-respect du Code de la route), entraînant une vingtaine de morts. Le problème est connu de longue date du monde cheminot, où les passages à niveau (PN) sont parfois surnommés « points noirs ». Sur les 15 000 PN du pays, celui de Bully-les-Mines ne fait pas partie des 14 estimés accidentogènes, ni même des 146 recensés comme prioritaires pour y effectuer des travaux dans le cadre d'un plan national de sécurisation des PN. Pourtant le drame a eu lieu.

Les 45 millions d'euros annuels alloués par l'État à ce plan dit de sécurisation font figure de pansement sur une jambe de bois alors qu'il serait nécessaire de gardienner les passages à niveau en attendant leur suppression définitive par la construction de ponts et tunnels.

## SNCF Rhône-Alpes : contre toutes les attaques, unité dans la lutte !

Depuis plusieurs années, la SNCF généralise l'exploitation de ses lignes en Équipement agent seul (EAS). Cet énième acronyme signifie la disparition pure et simple des contrôleurs à bord des trains. Outre leur tâche de contrôle des billets, le rôle principal de ces agents est de veiller à la sécurité à bord. Gestion des voyageurs, des portes, assistance au conducteur en cas de problème, annonces... Tant de tâches que la direction de la SNCF entend rajouter au conducteur.

Début 2025, la direction du TER Auvergne-Rhône-Alpes annonce son intention d'exploiter l'axe Mâcon-Lyon-Valence, l'un des plus importants du trafic voyageurs de la région, en EAS. Cette mesure supprimera 27 emplois de contrôleurs sur les 80 que compte la résidence de Lyon-Perrache.

Une riposte s'organise et le 10 avril, c'est devant une résidence affichant presque 100 % de grévistes que 80 personnes se réunissent en AG, du jamais vu depuis 2023 ! Parmi eux, des contrôleurs, des conducteurs, agents d'escala, guichetiers, etc. Aussi bien affectés à Perrache qu'à Part-Dieu ou encore Valence et Grenoble.

Une telle diversité face à un sujet qui aurait pu se cantonner à une énième grève corporatiste et localiste montre bien que la masse d'attaques en cours qui touche tous les chantiers réveille une nécessité d'organisation chez de nombreux collègues. Au cours de l'AG, l'essentiel des discussions tournaient sur la question de l'élargissement du mouvement et la nécessité d'agrèger toutes les bagarres en cours ou qui méritent d'éclater.

La reconduction de la grève au 23 avril a été votée à la quasi-unanimité. Cette date coïncide avec la tenue d'un CSE. Il est essentiel que les grévistes, forts de la réussite de cette première date, ne tombent pas dans le piège du calendrier de la direction et saisissent l'opportunité d'un mouvement large pour le construire eux-mêmes et en voter la direction. Cette organisation démocratique de la grève par les grévistes ne pourra passer que par un comité de grève élu et contrôlé par les grévistes dans les assemblées générales.

CORRESPONDANT • 13/04/2026



## GRÈVE AU FRET À SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN : UN REMÈDE CONTRE LA DÉ-PRIME !

À la gare de Sotteville-lès-Rouen (76), un des cheminots qui ne peut plus assurer son poste à la conduite du fait d'un souci de santé assure désormais des missions de rapatriement de collègues qui reviennent de leur service. Alors qu'il fait économiser des milliers d'euros de taxi à l'année à la compagnie Hexafret qui exploite le réseau, il voit son salaire baissé de 300 euros suite à la perte d'une prime de réserve. La solidarité s'est organisée. D'abord par une pétition pour informer les collègues de la situation de l'agent « dé-primé » qui a été immédiatement signée par l'ensemble du dépôt. Puis mercredi 8 avril, par la grève : dès 10 heures, une grande partie des collègues se sont retrouvés devant le dépôt. Les quelques-uns qui n'avaient pas prévu de se mettre en grève, entraînés par le nombre, ont rejoint le piquet. Ça a été l'occasion de discuter de l'organisation de la grève. Comment rendre maximale la pression sur la direction ? Quand reconduire la grève : dès le lendemain ou bien les jours où la production est la plus forte ? C'est cette deuxième option qui l'a emporté, dans le but de désorganiser au maximum la direction et aussi de l'empêcher de débaucher des agents d'autres dépôts pour remplacer les grévistes. L'ensemble du dépôt a voté pour remettre ça tant qu'il faudra. Durant la journée, des cheminots d'autres services ont exprimé leur approbation des raisons de la grève.

La grève est reconduite deux jours plus tard, aussi bien suivie. Dès 11 heures, la suite du mouvement est discutée en assemblée générale. Une délégation de la direction interpelle les grévistes : « Mon mandat c'est de dire non. » Belle façon de discuter !

Mais devant la détermination des grévistes, la direction a fini par ouvrir une porte : un taux de prime revu à la hausse et un panier repas compensateur. Si cela ne couvre pas l'ensemble de la prime perdue, les grévistes s'estiment victorieux. Une victoire qui remonte un moral en berne depuis la filialisation et qui montre la voie d'une solidarité ouvrière, seule capable de triompher des divisions mesquines créées par la boîte !

CORRESPONDANT

# Pas de points, pas de train !



Voilà le mot d'ordre porté par le comité des travailleurs de l'atelier de maintenance des équipements (AME) de Vaugirard (Paris 15<sup>e</sup>), en grève depuis mardi 7 avril.

Un comité où les travailleurs s'organisent en assemblées générales hebdomadaires depuis fin février et quotidiennes depuis mardi 7 avril.

Chaque matin, les grévistes tiennent le piquet devant leur atelier pour convaincre leurs collègues de les rejoindre. Discussions, échanges, arguments, tout est mis en œuvre pour montrer que la grève n'est pas seulement possible, mais nécessaire pour faire plier la direction. L'AME de Vaugirard assure la révision et la réparation d'éléments essentiels tels que les freins, compresseurs, moteurs, ainsi que les systèmes électroniques et hydrauliques. Autrement dit, une partie centrale du fonctionnement technique des trains repose directement sur leur travail.

Ainsi, ils revendiquent 50 points d'augmentation, soit 327 euros brut par mois pour tous, une exigence minimale jugée nécessaire face à la hausse du coût de la vie, notamment du pétrole qui augmente en raison, entre autres, des guerres impérialistes. La force des grévistes et leur expression, c'est le comité de grève, une organisation de lutte basée sur la démocratie directe et la solidarité où chacun peut prendre la parole, proposer, décider. Ici, pas de confiscation de la lutte : les travailleurs décident eux-mêmes de leur combat.

Sans étiquette syndicale propre, mais avec le soutien de la CGT, ce comité impose un fonctionnement démocratique jusque dans les discussions avec la direction. Lors de la rencontre du 10 avril, les tours de parole ont été organisés par un président de séance désigné par les grévistes sous le regard passablement étonné du directeur et de ses acolytes, qui se sont pliés aux règles de tour de parole imposées par les grévistes. Cette séquence inédite illustre la volonté claire de ne pas laisser la direction dicter les règles de la négociation.

La conscience que la lutte ne peut gagner que si elle ne reste pas isolée s'est développée au cours du mouvement. Les grévistes ont fait des visites dans les différents ateliers pour motiver les collègues à rejoindre la lutte et leur grève commence à être connue.

Bien sûr, la lutte pour les points, et derrière pour les salaires, concerne l'ensemble des travailleurs et travailleuses de la RATP, du transport et de toute la classe ouvrière. Si les ateliers se lançaient dans un mouvement ils pourraient devenir les fers de lance d'une riposte plus générale.

La conviction des grévistes est simple : la force des travailleurs, c'est la grève. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'activité consciente des grévistes rend son extension possible.

CORRESPONDANT • 13/04/2026

## AIRBUS TOULOUSE : LE MINISTÈRE DES ARMÉES A « LIKÉ » VOTRE PHOTO

La guerre et ses images de destruction ne se limitent pas à ce que l'on voit à la télévision ou sur les fils d'actualité : elle s'invite aussi au quotidien sur nos lieux de travail. Comme sur le site de Renault au Mans où étaient assemblées des voitures et où une partie des ouvriers fabriquent désormais des drones de combat.

Sur le site d'Airbus à Toulouse, il faudrait maintenant, pour les sous-traitants comme Atalian, Daher ou Expleo, remplir un formulaire du ministère des Armées avec ses réseaux sociaux personnels. Les managers expliquent déjà dans les couloirs que les salariés verront leur accès au site interdit s'ils ne remplissent pas le formulaire tout de suite. La demande est claire : donne tes réseaux ou c'est la porte !

Rien n'est dit sur ce que vont faire le ministère des Armées ou les directions d'Atalian, Daher et compagnie avec les informations récupérées sur nos réseaux sociaux. Quels messages seront considérés comme problématiques : soutien au peuple palestinien ? Critique du prix de l'essence ? Orientation sexuelle ? Une seule chose est sûre, s'il suffit d'un simple « Macron dégage », il ne va pas rester grand monde pour travailler.

Dans cette ambiance de guerre, se battre pour refuser de signer ces petits formulaires, c'est aussi se préparer à refuser demain de construire les armes qui produisent les ravages qui font la Une de l'actualité aujourd'hui.

CORRESPONDANT • 13/04/2026

## LES CONDUCTEURS DE CAGNY METTENT LA GOMME CONTRE LEUR DIRECTION

Vendredi 10 avril dès 5 heures du matin, des grévistes installaient leur piquet au dépôt d'autocar Delcourt à Cagny dans le Calvados. L'entreprise ne leur paye pas leurs heures supplémentaires et ne verse pas les primes dues depuis janvier 2025. Ajoutez à cela les locaux pas chauffés et une radinerie de la direction qui va jusqu'à chipoter sur les pleins de carburants des cars et on commence à comprendre les raisons de la colère.

Plusieurs dizaines de personnes tenaient le piquet aux couleurs de l'Unsa et de la CGT, dont certaines venues d'autres entreprises de transport en solidarité. Et c'est bien de solidarité dont on a besoin, même au-delà du secteur des transports. À moins de dix kilomètres, à Bourguébus, des travailleuses du lin font aussi grève depuis septembre pour protester contre leurs conditions de travail indignes. Des échanges sur les piquets de grève ne peuvent que renforcer les combats de chacun.

CORRESPONDANTE • 13/04/2026

## Paris : les grévistes de Biocoop de la place des Fêtes ne se laissent pas faire !

Un vrai ras-le-bol ! Quittant leur poste de travail en pleine affluence, samedi 11 avril, les vendeurs de Biocoop ont pris de court la patronne et son directeur.

En janvier, ils avaient obtenu 100 euros d'augmentation et la mise en retrait de la patronne.

Plus de deux mois plus tard, regroupant autour d'eux des dizaines de soutiens pour s'adresser aux clients et habitants du quartier, les grévistes dénoncent les brimades et manœuvres de division. Ils ne laisseront plus faire ! Leurs tracts dénoncent une situation délétère : le nouveau directeur reproduit le management toxique contre lequel ils ont fait quatre semaines de grève. Management qui ajoute au sous-effectif et crée de vraies galères par désorganisation.

La patronne a donc dû débarquer en urgence et tenter de répondre aux revendications : des vraies embauches et des revalorisations salariales. Après un temps de déni, elle a tenté des manœuvres de conciliation.

La détermination des grévistes prouve, s'il le fallait, qu'ils n'ont pas besoin d'être managés comme des enfants. Ils gèrent le magasin mieux que des gérants. Ils ont les bonnes pratiques par leur expérience. Y compris, désormais, celle de la lutte de classe !

Les patrons, dont le groupe capitaliste Biocoop, ne cherchent qu'à extorquer un maximum de fric par leurs méthodes d'une autre époque. Les Biocoop-les Fêtes en lutte, eux, utilisent la force de la grève comme le meilleur moyen de se faire respecter.

CORRESPONDANT • 13/04/2026



# Coupes budgétaires : un cas d'école



Dans les écoles, il n'est pas rare de lutter chaque année, au moment des répartitions, pour ne pas subir une fermeture de classe et ses conséquences : des doubles niveaux et des classes surchargées. Il est banal aussi que certains enseignants se sentent obligés de venir travailler malgré la fièvre ou l'épuisement, pour ne pas faire subir aux collègues les conséquences d'une absence non remplacée, comme c'est souvent (pour ne pas dire toujours) le cas. Quand un collègue est malade et arrêté (ce qui est bien la moindre des choses !), le contrecoup peut parfois être très rude pour le reste de l'école.

C'est le cas d'une école maternelle dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, comptant cinq classes, où il a suffi d'un collègue en arrêt long pour que l'équilibre précaire s'effondre. Sur plus de huit semaines cumulées d'arrêt, seulement cinq jours ont été remplacés ! Le reste du temps, les élèves étaient accueillis par les collègues, faisant grimper les effectifs de classe à 30 voire 32 élèves... Après trois semaines de ce rythme infernal depuis le retour des vacances d'hiver (et plusieurs mises en garde à l'inspection sur la situation), les enseignantes à bout - dont la directrice - ont dû se mettre en arrêt, n'étant plus en mesure d'assurer le bon déroulement des apprentissages dans des classes surchargées, ni même la sécurité physique et affective des élèves du fait de l'épuisement physique et mental

ce moment de l'année, « il n'y a plus de remplaçants » à temps plein... À l'heure où nous écrivons, aucune solution pérenne n'a été trouvée pour les élèves privés d'enseignant depuis plus de 50 jours.

Cette situation est loin d'être une exception : il suffit de lire les banderoles devant les établissements de Paris, du 93, de Marseille et d'ailleurs. Dans toutes les académies, on manque de remplaçants, les collègues se disent impuissants et se sentent épuisés, voire contraints de démissionner, « broyés par ce système » qui précarise et maltraite le personnel d'éducation (AESH, Atsem, ATE, PE, animateurs) au même titre que les élèves eux-mêmes. C'est tout un système qui organise cette précarité en supprimant les postes, surchargeant les classes et préférant investir dans l'armée plutôt que dans les écoles, les hôpitaux... Dans tous les préaux où il n'a pas été retiré, le président de la République française veille depuis son cadre sur la destruction orchestrée de l'éducation. Seules nos luttes communes entre élèves ou parents d'élèves et tous les travailleurs et travailleuses de l'éducation pourront mettre un terme à cet engrenage.

CORRESPONDANT • 13/04/2026

qu'engendre une telle surcharge de travail.

Dans cette situation de crise, des représentants de l'inspection et de la mairie ont mobilisé en urgence cinq remplaçantes et remplaçants, et accueilli les parents un jeudi matin, pour ne surtout pas fermer l'école. Ce jour-là, environ 120 enfants entre 3 et 6 ans ont été pris en charge par cinq enseignantes et enseignants qu'ils ne connaissaient pas et qui ne les connaissaient pas. On imagine bien l'ampleur des difficultés pour les remplaçants d'une part, et de l'anxiété pour des élèves de maternelle de l'autre... Dans les jours qui ont suivi, l'école a continué de tourner péniblement avec une à deux enseignantes titulaires accompagnées d'une à deux remplaçantes, souvent des professeurs bénéficiant d'un temps partiel puisqu'à

## ÉDUCATION : PAS D'ACCORD POUR PAYER AU PROFIT DES ARMÉES !



Le 31 mars dernier, selon le syndicat FSU, 30 % des enseignants étaient en grève. Pas un raz-de-marée donc, mais partout un constat partagé d'une certaine détermination de celles et ceux mobilisés à ne pas se considérer vaincus d'avance.

L'école de 2026 est à l'os. Mais le ministère la saigne encore : 3 256 postes en moins dans le public, dont environ 1 900 pour le premier degré (maternelle, primaire) et environ 1 300 pour le second degré (collège, lycée). À bas bruit, la misère scolaire s'est installée jusqu'à la saturation des effectifs par classe, l'impossible scolarisation des enfants handicapés dans des conditions décentes et le grignotage de l'éducation prioritaire.

Les ministres se suivent et maintiennent une feuille de route implacable marquée par une austérité au service du réarmement. Nos collègues, les parents et les lycéens de Marseille ont construit une mobilisation essentielle alliant le refus des coupes budgétaires et de refus de l'offensive guerrière. S'ils n'ont pas pu entraîner avec elles et eux le reste des académies, leur exemple a fait discuter dans les assemblées générales du 31 mars.

Si construire une grève nationale dans l'éducation est à l'ordre du jour, la marche semble haute tant chaque établissement a d'abord les yeux rivés sur son propre sort. Pourtant les 2 500 manifestantes et manifestants de Paris, les 1 500 de Toulouse, les 300 à Cergy dans le 95, les 1 000 à Marseille, les 500 à Lille, Rouen, ou Caen, sont des points de départ. Tout comme les luttes locales à Vire, dans les Hauts-de-Seine (voir l'article ci-contre), dans la banlieue lyonnaise ou ailleurs contribuent, en poursuivant leurs propres objectifs, à entretenir un climat de mobilisation bienvenu.

Contre ce budget austéritaire, contre l'enrôlement de la jeunesse et la marche à la guerre, pour des conditions d'étude dignes pour tous les élèves, ce n'est qu'un début !

CORRESPONDANTE • 13/04/2026

## Grève de l'enseignement en Moselle : « Moins de porte-avions, plus de porte-plumes »

Dès la rentrée de septembre, 92 classes pourraient être fermées en Moselle, menaçant plus de 45 postes. Les AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) étaient en grève devant la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) mardi 31 mars.

Jeudi 9 avril, c'est au tour des enseignants de laisser le tablier au casier pour dénoncer une énième entourloupe ; on répond à leurs préoccupations face à ces fermetures que seront ouvertes... au maximum 27 classes, selon les nouveaux découpages scolaires. Si Metz et ses alentours sont davantage

concernés qu'auparavant, tant pour les classes élémentaires que primaires, ce sont surtout les zones rurales qui s'alarment.

Devant la préfecture de Moselle, ils sont venus de bonne heure et de tout le département, dont du pays de Bitche, région la plus sévèrement touchée par les suppressions de postes. Sur place, on regrette de voir les dates s'enchaîner, « chaque métier a eu la sienne depuis mars » ironise une gréviste, pour les mêmes revendications : de l'argent pour l'éducation, par pour un nouveau porte-avions, ni pour une rallonge de 7 milliards du budget militaire.

On discute aussi de la réforme des concours de l'enseignement, accessibles à bac+3. Entre imbroglio administratif et rétropédalage, cette réforme, pour laquelle le ministère n'a toujours pas daigné donner la moindre maquette, promet déjà de réduire le nombre d'enseignants diplômés chaque année en Lorraine. Pourtant, comme le dit une enseignante, la baisse démographique agitée comme justification à ces réductions de postes, « on attend encore de la voir dans nos classes ».

BENJAMIN PALKA • 13/04/2026

# À Gennevilliers et Nanterre, les collectifs parentes, parents, enseignantes et enseignants refusent les coupes budgétaires !

Vent de colère dans ces deux villes populaires du 92 contre les fermetures de classes et les suppressions d'heures : dix fermetures à Gennevilliers, 20 à Nanterre et des

centaines d'heures en moins cumulées dans les collèges et lycées des deux villes.

Les revendications de ces deux collectifs sont claires : annulation de toutes les ferme-

tures, restitution de toutes les heures et des brigades de remplacement de l'éducation prioritaire renforcée, reclassement en éducation prioritaire des réseaux et lycées qui en ont été sortis il y a dix ans.

Ce sont plusieurs années de luttes communes entre parents et enseignantes pour le droit à l'éducation qui ont amené à la création de ces deux collectifs et à la possibilité conjointe d'appeler, le même jour, à une journée éducation morte sur les deux villes.

Ces dates ont été construites par une auto-activité des enseignantes, enseignants, parents et élèves ! Des diffusions devant les établissements aux élèves, des collages partout dans la ville et des ateliers « banderoles » fait en commun entre parents, profs et enfants.

À Gennevilliers, 14 écoles sur 28, 2 collèges sur 3 et le lycée ont été touchés, soit 66 % d'élèves que les parents n'ont pas mis à l'école en signe de protestation. 200 personnes ont

manifesté en plein centre-ville pour un déploiement de banderoles en clôture de la journée.

À Nanterre, la mobilisation s'est concentrée sur quatre groupes scolaires dont un entièrement bloqué par les parents mobilisés. Ils ont manifesté à 150 jusqu'à la direction académique des Hauts-de-Seine.

Une vidéo des deux collectifs en soutien aux parents, collègues et lycéens de Marseille a été réalisée.

La suite : une rencontre formelle des deux collectifs et une prochaine action commune au retour des vacances de printemps avec l'espoir de pouvoir construire une date commune nationalement !

CORRESPONDANTE • 13/04/2026



# Marseille : stop à la répression des lycéens mobilisés contre un budget d'austérité et de guerre ! Abandon de toutes les poursuites !

Mercredi 8 avril, personnel enseignant et non-enseignant, élèves et parents d'élèves mobilisés depuis début mars à Marseille contre les restrictions budgétaires dans l'éducation, soutenus par l'intersyndicale, organisaient un rassemblement sur la Canebière pour dénoncer la répression dont sont victimes les élèves mobilisés.

« Ce qu'on veut, c'est pas des insultes ni des coups de boucliers, encore moins des gardes à vue, ce qu'on veut c'est être entendu », résumait un lycéen au micro, en dénonçant le mépris, les intimidations, et les démonstrations de force de la police.

Depuis le début de la mobilisation, huit lycéens ont été interpellés devant leur établissement - ou même à domicile ! - pour avoir participé à des actions de blocage, avec des gardes à vue qui ont duré jusqu'à 48 heures, et des poursuites judiciaires encore en cours. Une répression policière lourde, qui s'est doublée dans certains cas d'une répression également

au sein des établissements, avec comme objectif de « faire des exemples ».

« On est très inquiets de cette répression, d'autant qu'on nous demande d'y participer, de dénoncer des élèves, ce qu'on ne veut absolument pas », soulignait aussi un AED (assistant d'éducation).

**« DU FRIC, IL Y EN A, RENDEZ-LE-NOUS ! »**

À quelques jours des vacances scolaires, le rassemblement se voulait aussi une échéance de plus de la mobilisation, après les journées de grève du 10, 17, 26 et 31 mars, parce que chacun était convaincu que la meilleure réponse face à la répression, c'est de faire encore grossir le mouvement.

Alors que le gouvernement vient d'accorder une rallonge de 8,5 milliards supplémentaires pour l'achat de munitions, une enseignante signalait : « Assez de subir et de se laisser mépriser ! Du fric, il y en a ! Rendez-le-nous !

Rendez-le à l'éducation, rendez-le aux hôpitaux, aux services sociaux, à tous les services utiles à la population. »

À la rentrée, les rendez-vous sont déjà pris : alors qu'au moins un lycée sera en grève dès mardi 28 avril, le jeudi 30 se profile comme la prochaine grosse journée de mo-

bilisation, avec un appel à la grève ainsi que l'organisation d'un meeting-concert pour se regrouper et constituer un cortège de l'éducation mobilisée contre l'austérité et la guerre dans la manifestation du 1<sup>er</sup> mai.

CORRESPONDANTES • 13/04/2026



# Plus de 30 jours sans ascenseur ! Les résidents se mobilisent au Petit-Quevilly

On a tendance à l'oublier, mais l'ascenseur, en assurant 100 millions de trajets quotidiens couvrant un million de kilomètres, est le principal moyen de transport. Et les pannes à répétition (1,5 million par an) pourrissent la vie des habitants. Elles constituent une véritable assignation à résidence, qui entrave l'exercice de la liberté fondamentale d'aller et venir.

C'est ainsi que, suite à une inondation, tous les ascenseurs du 13, rue Pablo-Neruda à Petit-Quevilly (76), qui desservent 12 étages

sont hors d'usage depuis plus d'un mois. Des personnes âgées ou handicapées, ou parfois avec des bébés, sont bloquées dans leur appartement. Certaines ont dû reporter des rendez-vous médicaux importants.

Comme partout, les ascensoristes pratiquent la politique du flux tendu ou du zéro stock de pièces détachées pour justifier des délais de réparation de plus en plus longs.

Une loi sur les pannes d'ascenseurs a bien été votée à l'Assemblée nationale fin 2025, mais les décrets d'application ne sont pas en-

core sortis. Elle prévoit des mesures d'accompagnement au-delà de huit jours de panne : portage de ravitaillement, accès aux soins pour les personnes à mobilité réduite. Des sanctions sont également prévues à l'encontre des ascensoristes qui n'auraient pas suffisamment de stock pour pallier les pannes les plus courantes. Le « on a commandé les pièces, on les attend » ne sera plus recevable.

En attendant, rien. Silence radio. Devant l'inertie des décideurs (syndic, mairie PS, entreprise ascensoriste TKE) les résidents se sont

constitués en collectif et sont passés à l'action : rassemblements, tractages. Ils proposent à ces mêmes décideurs de monter 11 étages à pied, un sac de courses dans chaque main, ou avec un bébé en poussette, afin de se rendre compte de la situation. Ils exigent une réparation immédiate, ainsi que des mesures compensatoires.

Un immeuble sans ascenseur, ce n'est pas vivable !

CORRESPONDANT • 13/04/2026

# Rassemblement « Non à la guerre » à Paris le 17 avril : une première initiative pour en construire d'autres

Le Parti des travailleurs (PT) a pris l'initiative la semaine dernière de convoquer toutes les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche pour une initiative contre la guerre. Le NPA-R a répondu présent, ainsi que l'Union communiste libertaire (UCL). Nos trois groupes s'adressent à toutes les organisations politiques, syndicales et associatives ainsi qu'à tous les travailleurs, travailleuses ou jeunes opposés à ces guerres d'agressions auxquelles participe notre propre impérialisme afin de construire un mouvement dans la rue.

## « NON À LA GUERRE ! »

L'annonce par Trump d'une trêve dans sa guerre contre l'Iran n'empêche ni la menace d'une reprise des bombardements, ni la poursuite de l'agression israélienne contre le Liban, ni l'annonce par le gouvernement français de 36 milliards d'euros supplémentaires pour la préparation d'une guerre qu'il présente comme « inéluctable ».

Voilà plus d'un mois qu'a commencé l'intervention militaire impérialiste américano-israélienne contre l'Iran, suivie de l'agression israélienne contre le Liban.

Le bilan des destructions est désastreux.

En Iran, la population civile paye le prix de l'intervention, comme l'a montré le massacre de 120 écolières à Minab dès le début de l'agression. Un cinquième de la population libanaise a été chassé de chez elle.

Le gouvernement français a d'emblée proposé ses services à Trump et Netanyahu, à travers ses bases militaires au Moyen-Orient et en envoyant le porte-avions *Charles de Gaulle* croiser en Méditerranée orientale.

Il annonce 36 milliards de dépenses militaires supplémentaires, au détriment des services publics, tandis que les travailleurs sont d'ores et déjà frappés au porte-monnaie par

l'augmentation du prix du carburant.

Le 28 mars aux États-Unis, huit millions de travailleurs, de travailleuses et de jeunes Américains ont manifesté contre Trump et sa guerre. De Rome à Tokyo, des dizaines et des centaines de milliers manifestent contre la guerre.

En France, les travailleurs, les travailleuses, les jeunes sont majoritairement contre cette sale guerre.

Considérant qu'il est inconcevable qu'à Paris - comme dans toute la France - les travailleurs, les travailleuses et jeunes ne soient pas appelés à manifester leur opposition à la guerre, et que c'est la responsabilité des organisations ouvrières et démocratiques de le faire sur les positions communes à tous, les organisations signataires prennent la responsabilité d'appeler à un rassemblement à Paris, vendredi 17 avril à 19 heures, place de la République

Avec la conviction que ce rassemblement



ne pourra que s'élargir aux organisations opposées à la guerre, nous appelons travailleurs et jeunes à y participer pour affirmer :

Arrêt immédiat de l'intervention militaire américano-israélienne contre l'Iran et de l'intervention israélienne contre le Liban ! Arrêt immédiat des bombardements !

Aucune participation française à cette sale guerre : retrait immédiat des troupes françaises, retour du porte-avions *Charles De Gaulle* !

L'argent pour les salaires et les services publics, pas pour la guerre !

• 10/04/2026

## 4<sup>e</sup> conférence de Paris en mai 2026 : indispensables discussions entre internationalistes

Au mois de mai, les représentants d'une quarantaine d'organisations révolutionnaires se rencontreront à Paris. Nous reproduisons des extraits de l'appel du comité promoteur<sup>1</sup> de cette conférence, rédigé en novembre dernier, avant l'offensive tous azimuts de l'impérialisme dominant américain qui embrase le Moyen-Orient :

« Les jeunes qui descendent dans la rue au Maroc, à Madagascar, en Algérie, aux Philippines, en Indonésie et au Népal sont eux aussi une des conséquences de la crise des vieux équilibres entre les puissances. Ils sont également un résultat de la maturation du processus de prolétarisation qui a au moins doublé la taille de la classe salariée à l'échelle mondiale depuis 2000, surtout grâce à son renforcement en Asie. Des migrations d'une importance historique bouleversent la vie de toutes les nations et provoquent des convulsions politiques au sein du système bourgeois. Ces jeunes, ébranlés par la transformation d'économies dont le taux de croissance est deux à trois fois supérieur à celui des vieilles puissances, pourraient trouver dans l'internationalisme prolétarien une perspective reliant

leurs luttes à celles de leurs frères et sœurs de classe dans d'autres pays [...].

La barbarie de la guerre reste pour l'instant limitée aux lignes de faille du partage impérialiste, mais le moment du règlement de comptes entre vieux et nouveaux brigands se rapproche à mesure du déplacement historique du centre de gravité mondial de l'Occident vers l'Asie.

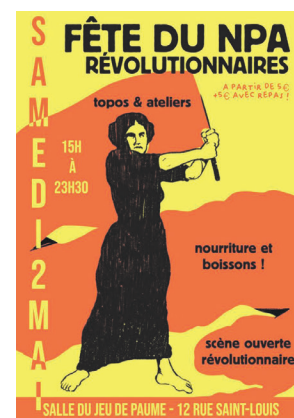
Face au militarisme qui se répand partout, nous nous adressons une fois de plus à celles et ceux qui revendiquent de n'avoir pas de patrie, aux internationalistes, aux familles historiques héritières du mouvement ouvrier révolutionnaire : aux anarchistes, aux communistes libertaires, aux léninistes, aux trotskistes, à la gauche communiste ou celles et ceux qui sont traversés par ces différents courants.

Souhaitant poursuivre et approfondir le débat, dans cette nouvelle ère de confrontation inter-impérialiste qui s'est ouverte, le comité promoteur lance un appel pour une quatrième rencontre, qui se tiendra à Paris les 15, 16 et 17 mai 2026. »

Les lecteurs de *Révolutionnaires* pourront consulter toutes les contributions aux débats, et dès maintenant celles proposées par les organisations internationales liées au NPA-R →



## Retrouvez les fêtes du NPA-R partout en France



- **Montpellier**  
le samedi 18 avril  
(10, rue de la Palissade)
- **Rennes**  
le samedi 2 mai  
(12, rue Saint-Louis)
- **Rouen**  
le samedi 30 mai  
(40, Rue des Coquelicots, Saint-Étienne-du-Rouvray)
- **Haut-de-Seine**  
le samedi 30 mai  
(rdv à venir)
- **Lille**  
le samedi 30 mai  
(2, rue Courmont, Lille)



1 Les organisations italiennes Associazione Marxista Rivoluzionaria Controvento, Contro Corrente, Lotta Comunista, Partito Comunista dei Lavoratori, Rivolupienne Comunista, Sinistra Anticapitalista et le NPA-R.

LIVRES

**LE RECTANGLE DE LASCAUX. ET HOMO SAPIENS INVENTA LA GÉOMÉTRIE**

STANISLAS DEHAENE

Odile Jacob, 2026, 362 p., 24,90 €

Le mathématicien et neuropsychologue se penche sur la capacité de l'être humain à conceptualiser des figures géométriques abstraites.

Les rectangles, comme les angles droits, n'existent pas dans la nature. Comment, dès lors, expliquer que dans la grotte de Lascaux, un *Homo sapiens* ait consciemment tracé un rectangle sous la peinture d'un grand cerf ?

C'est la question à laquelle s'attaque Stanislas Dehaene dans son dernier ouvrage. Le mathématicien et neuropsychologue s'intéresse depuis longtemps à ce qui fait la singularité de l'être humain dans le règne animal. Cette préoccupation animait déjà Friedrich Engels, le célèbre compagnon de route de Karl Marx, dans son article *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*.

Un siècle et demi plus tard, Dehaene mobilise expériences comportementales chez des animaux, représentations cartographiques chez des peuples amérindiens qui ne connaissent pas l'écriture et imagerie médicale du cerveau, pour montrer que la capacité d'abstraction joue un rôle fondamental chez l'être humain. De la même manière qu'il est capable de conceptualiser des figures géométriques, *Homo sapiens* est capable dès les premiers mois de sa vie d'interpréter et d'ordonner les informations qui lui parviennent.

Ainsi, nous sommes en mesure de distinguer très facilement un nombre premier, c'est-à-dire un nombre entier qui a deux diviseurs : lui-même et 1. Plus concrètement, Dehaene nous explique qu'un nombre premier est un nombre qui ne peut pas se ranger dans une boîte d'œufs. Par exemple, six n'est pas un

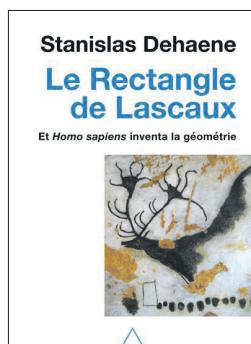
nombre premier puisqu'on peut concevoir une boîte capable de ranger parfaitement six œufs sur deux lignes. En revanche, impossible d'imaginer une boîte capable de ranger parfaitement cinq œufs en plus d'une ligne. Cinq est un nombre premier, mais pas six. « *Notre cerveau, écrit Dehaene, relie spontanément le nombre entier et l'espace* ».

Cette capacité d'abstraction est à l'origine des mathématiques, mais aussi de la musique et du langage, toutes activités propres à l'être humain. Et semble être bien plus ancienne que l'émergence du genre *Homo*, ou même que l'apparition des premiers outils.

Les premiers bifaces, ces pierres de silex taillées en pointe de manière symétrique, n'auraient pas forcément eu d'utilité particulière. Leur symétrie n'est pas importante pour découper la viande, voire elle serait néfaste puisqu'elle gêne la main qui tient la pierre. Un site en Syrie daté de 600 000 ans, et sans doute occupé par des *Homo erectus*, en recense plus de 12 000, beaucoup trop pour un usage domestique.

Plus mystérieux encore : les sphéroïdes, des pierres taillées en forme de sphère et dont certaines datent de 2 millions d'années. Leur utilité reste inconnue, puisqu'un galet aurait très bien fait l'affaire comme percuteur. « *Aucune main de singe n'a jamais fabriqué le couteau de pierre le plus grossier* » écrivait Engels en 1876, mais le cerveau de certains hominidés semble avoir été capable de conceptualiser la sphère avant de fabriquer le couteau.

SIMON COSTES



**MEXICO MÉDÉE**

DAHLIA DE LA CERDA,

Éditions du sous-sol, 2026, 176 p., 21,50 €

Dahlia de la Cerda, journaliste et militante féministe au Mexique, autrice notamment d'un autre roman traduit en français (*Chiennes de garde*) nous livre ici six courtes nouvelles qui décrivent la vie de jeunes femmes mexicaines livrées aux violences du narcotrafic et de l'armée. La pauvreté, les problèmes d'addiction, la violence physique (et les violences sexuelles) sont encore, au XXI<sup>e</sup> siècle, leur lot quotidien.

Les récits convergent autour d'une mystérieuse figure, Médée (du nom de l'héroïne de la mythologie grecque qui s'est vengée de son compagnon infidèle en tuant ses enfants), vêtue entièrement de noir, qui sillonne les routes à bord de sa voiture pour venir en aide

à ces jeunes filles. Elle leur propose des solutions pour s'extraire de leur milieu, de quitter leur conjoint violent, et leur propose des moyens d'avorter dans des conditions sûres, de s'occuper correctement de leurs enfants quand elles les élèvent seules. Mais aussi de retrouver le corps de leurs enfants assassinés par les gangs. Cette dénonciation de l'oppression des femmes et de la misère ne cède jamais au misérabilisme ou au défaitisme. Comme le résume une

de ces femmes : « *Je ne peux pas modifier mon passé, parce que c'est un homme qui l'a écrit, mais je peux encore changer mon présent.* »

Un style original (et même déconcertant, dans la mesure où il emprunte autant de références à TikTok qu'à la mythologie mexicaine), particulièrement prenant, qui rend la lecture addictive.

R. K.



**FOOT MANIFESTO : 15 PROPOSITIONS POUR SAUVER LE BALLON ROND**

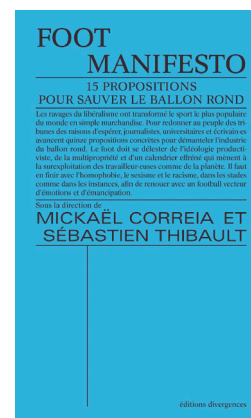
SOUS LA DIRECTION DE MICKAËL CORREIA ET SÉBASTIEN THIBAUT

Éditions Divergences, 2026, 170 p., 16 €

Quinze auteurs et autrices mettent sur la table une réflexion pour un foot débarrassé des logiques marchandes, accessible à tous et toutes, respectueux des corps comme de la planète. On peut reprocher à certaines de ces mesures de s'en tenir à la réforme des institutions actuelles, voire d'être carrément pro-patronales, comme la proposition d'un label « bookmaker responsable » ! Mais d'autres chapitres montrent comment on peut relever la tête balle au pied, comme celui sur les clubs populaires et militants, liant sport et luttes contre les discriminations, accueillant des équipes féminines ou LGBTI+, ou bien aidant leurs joueurs exilés dans leurs démarches administratives.

Un premier regard sur ce que pourrait être un sport par et pour celles et ceux qui le font vivre. Et un rappel salutaire qu'au foot comme dans les luttes, le collectif est notre plus grande force !

MAX PICHOU



**UNE PRÉHISTOIRE DES FEMMES**

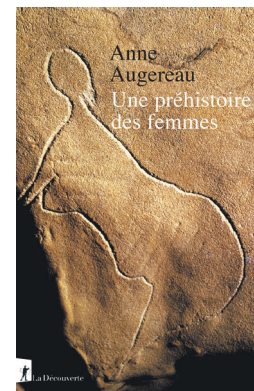
ANNE AUGEREAU,

La Découverte, 2026, 416 p., 26 €

Anne Augereau, spécialiste du Néolithique (autrice de *Femmes dans le Néolithique*, puis avec Christophe Darmangeat du livre court et instructif *Aux origines du genre*), cherche dans ce livre à faire le bilan des connaissances scientifiques sur la situation des femmes dans la préhistoire.

Divers aspects sont étudiés : l'éducation des enfants, les différences alimentaires, l'identité sociale des femmes. Les chapitres les plus passionnants sont ceux sur la maternité, la division sexuelle du travail et les violences contre les femmes. L'autrice montre que l'oppression des femmes remonte bien avant l'apparition de l'agriculture et des classes sociales, avec une aggravation progressive des conditions de vie des femmes, notamment au Néolithique. L'autrice rappelle cependant les nombreuses zones d'ombre liées à notre méconnaissance, faute de preuves, de certains aspects de la préhistoire. La reconnaissance des racines lointaines de l'oppression des femmes ne l'amène à aucun fatalisme, ni à nier l'influence des classes sociales sur la condition des femmes : la connaissance scientifique n'étant jamais un obstacle au combat contre les injustices, mais au contraire un de ses plus puissants stimulants !

ROBIN KLIMT



# Élections étudiantes à Nanterre : augmentation de la participation et soutien aux luttes

Ces élections se sont tenues du 30 mars au 3 avril dernier dans un contexte local d'attaques majeures de la part de la direction qui supprime des milliers d'heures de cours et gèle les embauches sous prétexte d'économies.

Cette présidence s'illustre depuis plusieurs années par un acharnement répressif contre le syndicat majoritaire, l'Unef. Au cours de l'année universitaire, elle a fait intervenir la police à deux reprises contre le collectif des sans fac et ses soutiens. Elle a aussi engagé des poursuites contre le syndicat au motif de diffamation pour une affiche dénonçant sa politique de sélection sociale. Cela s'ajoute aux procédures disciplinaires qui durent depuis 2022 contre les représentants du syndicat,

malgré une relaxe totale en 2024 dont la présidence fait appel. Dans ce contexte, l'Unef a mis au centre de sa campagne l'importance de la construction d'une grève générale contre la politique du gouvernement. Malgré cet acharnement, l'Unef Nanterre est sortie première force de ces élections, avec 3 300 voix, soit 38 %, au conseil d'administration, une progression de 1 000 voix par rapport à 2024. C'est la démonstration d'un soutien des étudiants aux revendications et aux luttes portées par le syndicat. Toutes les listes qui se réclament de la lutte contre la politique du gouvernement augmentent leur nombre de voix dans un contexte d'augmentation importante de la participation (de 4 000 voix en 2024 à 9 000 pour ces élections au

conseil d'administration).

L'UNI (organisation étudiante d'extrême droite) perd son dernier élu et disparaît totalement des instances de la fac.

La campagne a montré un accueil positif des étudiants à l'idée qu'il faut s'opposer aux attaques antisociales et racistes du gouvernement et à sa politique militariste au Moyen-Orient. Dans la foulée des résultats, un cadre unitaire sur la fac de Nanterre s'est mis en place, auquel le NPA-R a contribué, pour appeler au rassemblement parisien du 17 avril contre la guerre et pour impulser une AG ce mercredi.

JEANNE LEMESLES • 13/04/2026

## Non à la criminalisation des mobilisations dans les universités ! Non à la loi Hetzel !

Le 27 mars, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, a proposé une loi visant à criminaliser les mobilisations dans les universités. La participation à une occupation d'université deviendrait un délit passible d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende, une peine portée à 45 000 euros et trois ans de prison si réalisée « en réunion ». Le but est d'empêcher les jeunes de se mobiliser sur leur fac pour lutter contre les attaques du gouvernement et des capitalistes.

Cette loi répressive est proposée au moment même où les attaques pleuvent sur nos conditions de vie comme sur nos conditions d'étude. Les coupes budgétaires dans les universités vont par exemple renforcer brutalement la sélection sociale à la fac. Mais en face, les profits des

patrons et les budgets militaires explosent, les guerres menées par nos dirigeants impérialistes se multiplient.

Une chose est claire : le gouvernement s'inquiète des mobilisations en soutien à la Palestine et des luttes étudiantes qui sont devant nous. Les capitalistes rêvent d'une jeunesse qui se tient sage, fait le service militaire et accepte les reculs sociaux ici comme les ravages de l'impérialisme à travers le monde. C'est bien par nos mobilisations et nos grèves généralisées que nous allons devoir leur répondre. Ce sont elles qui permettront d'arracher la satisfaction de toutes nos revendications.

LOÏE FLORÈS • 13/04/2026

## Dans la famille « militarisme à l'école », voici les cours de défense dès la sixième !

Fin mars, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi portée par Christophe Blanchet, député MoDem, ancien parachutiste, multipropriétaire et... chef d'un syndicat patronal ! Le contenu de la loi ? Rendre obligatoire 35 séances de « défense nationale » au collège et au lycée, avec la présence de réservistes dans les classes. Le tout pour la petite somme de 10 à 15 millions d'euros.

### LE CIRQUE DES RÉACS

Les députés RN adorent, exigeant que les futurs profs aussi soient formés à la défense, ou encore débitant le roman national, des croisades jusqu'aux opérations de la Françafrique. Très peu pour nous. L'inspiration, on préfère la prendre chez les milliers de soldats et travailleurs qui s'étaient organisés en conseils révolutionnaires pour mettre fin à la boucherie de 1914 !

### UN VENT D'UNION SACRÉE

Au programme : célébration de la police et de l'armée, défense du patronat français et préparation des esprits à la « mobilisation ». Objectif affiché : nous faire croire que les ennemis sont de l'autre côté de la frontière et non ici dans

les conseils d'administration bourrés d'exploiteurs en tout genre. Tout ça pour nous faire accepter aujourd'hui les sacrifices au profit de Total, Bouygues, Dassault, et nous préparer à les défendre demain sous l'uniforme.

### QUELLE OPPOSITION AU MILITARISME ?

Dans l'hémicycle, LFI proteste, mais soutient l'éducation civique - avec son volet défense nationale compris - en demandant que plus de moyens y soient accordés. Rien d'étonnant : ses ancêtres ont mis en place l'enseignement obligatoire de la défense (gauche plurielle de Jospin) et les classes défense (gauche Hollande).

Tous ces politiciens ont peut-être cru que les lycées marseillais - mobilisés pour exiger des moyens dans l'éducation plutôt que dans l'armée - demandaient en réalité des moyens pour l'armée dans l'éducation. A nous de faire comme nos voisins allemands en multipliant assemblées et banderoles sur nos lycées pour lever ce malheureux qui-proquo ...

ALEXIS MICSHEN • 13/04/2026



## BORDEAUX MONTAIGNE : LA LUTTE TIENT BON ET S'ARME POUR LA SUITE

Mardi 31 mars, pendant qu'étudiants et personnel mobilisé de l'université Montaigne manifestaient en centre-ville contre les coupes budgétaires aux côtés des travailleurs de l'éducation, la présidence de l'université annonçait, dans une réunion en catimini, avoir trouvé, sortis de son chapeau, environ 500 000 euros, apparemment envoyés du rectorat, pour reconduire 14 des 30 CDD menacés. Un encouragement à étendre la lutte !

Le jeudi suivant, un carnaval des étudiants mobilisés défilait sur le campus avant de mener une représentation théâtrale, suivie par plus de 400 personnes, où le personnage du président, armé d'une grosse paire de ciseaux et accompagné par le ministre de l'ESR, tente de licencier les employés les uns après les autres... avant qu'ils s'unissent pour le licencier, lui.

Malgré la fin prochaine des cours, la mobilisation continue avec des AG nombreuses, piquets de grève du personnel, comités de mobilisation, ateliers pancartes... Malgré l'envoi de 40 CRS pour expulser une occupation du bâtiment de lettres, pourtant vidé quasi quotidiennement par les lockouts de la présidence !

Pendant les vacances, le comité de mobilisation continuera de se réunir pour préparer la rentrée, un gage pour la suite !

FRED BAILHAU • 13/04/2026

Retrouvez l'appel voté par l'AG de Montaigne du 7 avril dernier



**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES\_REVO

**NPA  
JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES